

est édité par le Centre d’Action Laïque, asbl et ses Régionales du Brabant Wallon, de Bruxelles, Charleroi, Liège, Luxembourg, Namur et Picardie.

Espace de Libertés est distribué à tous les membres des associations affiliées au CAL/Brabant Wallon grâce à une participation financière de cette régionale.

Rédaction, administration et publicité
Directeur: Patrice Dartevelle
Rédactrice en chef: Michèle Michiels
Secrétaire de rédaction: Nicole Nottet
Production, administration et publicité: Fabienne Sergoyenne
Iconographie: Michèle Michiels
Comité de rédaction: Mireille Andries, Jean Charlier, Patrice Dartevelle, Xavier De Schutter, Julien Dohet, Jérôme Jamin, André Koeckelenbergh, Yolande Mendes da Costa, Jacques Rifflet, Johannès Robyn, Frédéric Soumois, Serge Vandervorst.
Fondateur: Jean Schouters
Membre d’honneur: Ghislaine De Bièvre
Documentation: Anne Cugnon
Impression: Massoz s.a., Liège
ISSN 0775-2768
CAL: Campus de la Plaine ULB, CP 236, avenue Arnaud Fraiteur, 1050 Bruxelles.
Tél.02/627.68.68 - Téléfax 02/627.68.61.
E-mail: espace@cal.ulb.ac.be

Site du mouvement laïque:
<http://www.laicite.be>

Abonnements:
Pour 10 numéros:
Belgique: 18 €, Étranger: 26 €
Pour 10 numéros + 2 Documents:
Belgique: 20 €, Étranger: 32 €
par virement au compte
n°210-0624799-74 du CAL.

Membre de l’Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC).
Avec le soutien de l’Administration générale de l’Enseignement et de la Recherche scientifique - Service général des Affaires générales, de la Recherche en Éducation et du Pilotage interrégionaux.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d’Action Laïque est maître du fichier d’adresses qu’il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données personnelles et les faire rectifier.

En couverture: *Halloween de Philip Guston*. Notre dossier: *L’Amérique latine en quête d’elle-même*, pages 4 et suivantes.

s o m m a i r e	
■ Éditorial	
La presse prise d’assaut – Patrice Dartevelle	3
■ Dossier: L’Amérique latine en quête d’elle-même	
Carences démocratiques – Joaquín Estefania	4
Les Indiens: multiculturalisme et globalisation – Roland Baumann	6
Femmes en mouvement – Sophie Stoffel	8
Les enjeux du Mercosur – Ivna Maluly	10
Une littérature plurielle – Jacques Joset	12
Paulo Coelho - Auteur à succès, spiritualité au rabais – Xavier De Schutter	14
■ Société	
Parler des transplantations sans se tromper de cible! – Jacques Poncin	15
Italie - Tueurs en série et sectes sataniques – Sergio Carrozzo	17
La fin de la démocratie représentative? – Julien Dohet	19
■ Europe	
Dans les douves de l’Europe – Pascal Martin	20
«Women on Waves» fait des vagues au pays de Fatima– Hermine Bokhorst	22
■ Idées	
Thomas Paine, rebelle et citoyen du monde - L’entretien de Jean Sloover avec Malou Julin	24
■ Laïcité	
Laïcs et laïques – Patrice Dartevelle	26
Drogues - Une campagne pour ouvrir le débat	27
■ Éthique	
Euthanasie: premières conclusions – Jacqueline Herremans	28
■ Sciences	
Le nez dans les étoiles – André Koeckelenbergh	29
■ Religion	
George Sand anticléricale – Patrice Dartevelle	30
■ Culture	
Karel Appel, le voyageur égaré – Ben Durant	31
Bonnes feuilles - <i>Lira bien qui lira le dernier</i> de Hubert Nyssen	32
■ Agenda	33

notre prochain dossier:

L’islam est-il réformable ?

Livres, articles de presse, conférences... l’islam fait recette! L’espace socioculturel est littéralement envahi par les problématiques posées par une religion, par une communauté, mais aussi par ce qui s’apparente à une stratégie qui repose sur la «guerre sainte». Un autre islam existe-t-il? Celui qui peut, sans dommages collatéraux, s’inscrire dans la modernité des sociétés occidentales, sans affronter leurs valeurs et en nous apportant les siennes. Des chercheurs, des spécialistes nous ouvrent les voies des réformes possibles.

La presse prise d’assaut

L’argent

La dépendance économique des journaux vis-à-vis de leurs propriétaires est une problématique ancienne. Elle est la source de la méfiance vis-à-vis des journalistes, qui est déjà fréquente au XIX^e siècle. Le fait est qu’aujourd’hui, la presse écrite connaît et vit ces problèmes qui reprennent un tour plus agressif.

La France connaît un cas poussé, dirait-on, jusqu’à la caricature mais nul n’est sûr que ce qui est caricature aujourd’hui ne deviendra pas règle commune demain.

En juillet 2004, Serge Dassault, richissime héritier d’un père grand industriel de l’aéronautique et homme politique français, a pris le contrôle de la Socpresse, la société qui édite *Le Figaro*, *L’Express* et une partie considérable de la presse régionale française.

Avec la franchise et l’inconscience de ceux qui croient que leur argent leur permet tout, Serge Dassault n’a pas caché sa vision de la presse à une délégation de la société des rédacteurs du *Figaro* qu’il a reçue le 31 août¹. Il leur déclare sans vergogne «*Les pages Débats et opinions sont ouvertes à tous mais il faudrait que le journal accompagne certaines opinions d’un commentaire car quelques-unes peuvent être contraires à nos idées*». Il a interdit de faire état du voyage de Jacques Chirac en Algérie parce qu’il y avait parlé d’achats d’avions, ce que le reste de la presse avait raconté².

Bref le propriétaire fait ce qu’il lui plaît.

L’ennui, c’est que les journaux ont une double nature, l’une d’information et l’autre, économique et que les quotidiens importants ont une fonction essentielle pour la démocratie.

Pour la préserver, la presse américaine a généralement mis en avant la théorie du «mur» entre la rédaction et la direction commerciale. Celui-ci est souhaitable mais la presse d’Europe continentale va généralement mal parce qu’elle se vend de moins en moins. On ne peut demander aux propriétaires de perdre de l’argent et pour en gagner à nouveau, ils tentent de modifier le produit.

La politique

Du côté des pouvoirs publics, la situation n’est pas forcément meilleure.

La question du secret des sources des journalistes est généralement la question clef de ce côté.

La Belgique est loin de donner l’exemple dans ce domaine. Elle s’est fait condamner par la Cour européenne des droits de l’homme en 2003. L’affaire était la perquisition de quatre journalistes du *Soir* et de la RTBF opérée le 23 juin 1995 dans le but d’identifier leurs sources dans les affaires Cools et Agusta. La Cour a relevé que «*la protection des sources journalistiques est l’une des pierres angulaires de la liberté de la presse*»³. La leçon n’a pas servi. À plusieurs reprises à partir du 19 mars 2004, le journaliste allemand du *Stern* Martin Tillack, en poste à Bruxelles, était victime de perquisitions avec saisie de son carnet d’adresses et de son ordinateur. Comble des combles, c’est l’Office de lutte antifraude de l’Union européenne, l’OLAF, qui a porté plainte contre lui. Évidemment, Martin Tillack avait révélé plusieurs fraudes au sein des institutions européennes⁴.

La manipulation

La société civile –c’est le nom que l’on donne aux groupements corporatistes– n’est pas en reste, essentiellement grâce aux nouvelles législations sur le droit d’auteur et le droit à l’image.

Caroline de Monaco, princesse de pacotille d’un État qui ne l’est pas moins et qui, après avoir, comme son père, fondé sa notoriété sur une «certaine» publicité poursuit tout qui la photographie. La Cour constitutionnelle allemande l’avait déboutée en jugeant qu’elle était mal placée pour protester contre des photos prises dans la rue ou sur la plage. Les juges européens qu’elle a saisis en ont jugé à l’inverse en faisant assaut de moralisme confit: on veut «*satisfaire la curiosité d’un certain public*»⁵.

Le gouvernement allemand pouvait aisément faire appel de la sentence mais malgré la demande unanime des éditeurs de presse, il s’en est gardé. Selon toute apparence, les principaux membres du gouvernement, eux-mêmes en délicatesse avec les paparazzi, se sont sentis solidaires de la princesse monégasque.

Avec pour résultat pour celle-ci, une indemnité de 76 694 euros⁶.

Que faire?

Il n’y a pas de solution magique qui soit un remède à ces difficultés. La pire de toutes serait celle de Geoffrey Geuens, celle d’une «nationalisation» du secteur. On croit rêver: qui peut croire à une telle vertu des responsables politiques?⁷

La seule qui soit radicale, ce serait le poids de lecteurs plus nombreux.

France et Belgique comptent peu de lecteurs de quotidiens. 167 pour 1 000 habitants en 2003 pour la France contre 263 aux États-Unis, 321 en Allemagne, 393 en Grande-Bretagne et bien plus encore au Japon⁸.

La campagne de diffusion des journaux dans les écoles mise sur pied par le précédent gouvernement de la Communauté française était en tout cas une bonne idée.

En termes de libertés institutionnelles, sans doute l’organisation par la loi de garanties pour des sociétés de rédacteurs mériterait-elle d’être essayée. Elle ne peut cependant tout résoudre. Le cas du *Monde* le montre: à certains moments, il faut trouver des capitaux qui ne peuvent venir des journalistes. On sollicite le lecteur mais cela reste difficile comme l’a montré la tentative de créer en Belgique, voici à peu près trente ans, un journal indépendant propriété de ses lecteurs, *Notre temps*.

Un code ou un organe obligatoire de déontologie pourrait aider.

Si l’on n’y prend garde et si nos excellences n’y consacrent pas quelques nuits blanches, il ne nous restera bientôt plus qu’à voir le triomphe de la formule de John Ford pour un personnage de *L’homme qui tua Liberty Valence*: «*Lorsque la légende devient la réalité, imprimez la légende...*»⁹.

Patrice Dartevelle

¹ *Le Monde* du 9 septembre 2004.
² *Le Soir* du 10 septembre 2004.
³ *Le Soir* du 16 juillet 2003.
⁴ *Le Soir* du 10 juin 2004.
⁵ *Le Monde* du 3 septembre 2004.
⁶ *Le Monde* du 12 octobre 2004.
⁷ Geoffrey Geuens, *L’information sous contrôle*, Espace de Libertés/Labor, coll. Liberté j’écris ton nom, 2002,.
⁸ *Le Monde* du 19 septembre 2004, d’après l’Association nationale des journalistes.
⁹ Cité par Jacques Mandelbaum et Isabelle Regnier dans *Le Monde* du 11 avril 2004.

Carences démocratiques

Philip Guston, *Halloween*, 1942. Curtis Gal., Minneapolis, Mexiqueurope - Musée d'art moderne Lille Métropole, Villeneuve d'Ascq - Lille 2004 - jusqu'au 16 janvier 2005 (Idem pour les photos du dossier pp. 7, 8, 9, 13).

Les sept péchés capitaux de l'Amérique latine

L'Amérique latine a presque disparu de la carte géopolitique du monde. L'attention est aujourd'hui centrée sur le Proche, Moyen et Extrême-Orient. On n'entend parler de notre sous-continent que lorsqu'une crise économique éclate (en Argentine ou au Brésil) ou lorsqu'émergent des populismes qui menacent l'offre de pétrole (Venezuela). Il est dès lors particulièrement opportun qu'un organisme tel que le PNUD –Programme des Nations unies pour le Développement– qui, au cours des dernières années, a élaboré régulièrement des rapports sur le développement humain dans le monde - ouvre un débat public sur la région avec la publication du rapport intitulé «La démocratie en Amérique latine: vers une démocratie des citoyens».

Au cours des dernières années, l'Amérique latine a beaucoup avancé dans le développement de la démocratie. D'un point de vue politique, l'on ne peut plus parler d'une décennie perdue, comme ce fut le cas dans les années quatre-vingt. L'Amérique latine des années quatre-vingt, avec ses gouvernements autoritaires et militaires dont la norme était la torture et les disparitions, assiégée par l'hyperinflation ou les suspensions de paiement, n'a rien à voir avec l'Amérique latine d'aujourd'hui, où les coups d'État ont disparu. Il y a un quart de siècle, sur 18 pays faisant l'objet de l'étude du PNUD, seuls la Colombie, le Costa Rica et le Venezuela étaient des démocraties. Actuellement, tous les pays remplissent les critères politiques de base du régime démocratique et la majorité ont avancé de manière spectaculaire en ce qui concerne les indicateurs macroéconomiques (inflation, déficit, système des changes...). De manière générale, l'Amérique latine cherche actuellement à résoudre selon les principes démocratiques les crises qui, à d'autres moments de l'histoire, auraient ébranlé les institutions. En 200 ans d'indépendance, la démocratie est née et est morte des dizaines de fois dans la région: les constitutions étaient détruites en même temps qu'elles voyaient le jour.

Et cependant, les progrès s'accompagnent de graves déficiences. Il n'y a pas de progrès linéaire, mais des bonds en avant, la stagnation et des retours en arrière dans les conditions de vie et l'exercice des droits citoyens. Les conquêtes ne sont pas des acquis. D'autres fragilités telles que la démocratie languissante, son manque de profondeur et de qualité, son anémie, émergent. On la préfère comme régime politique, mais on ne croit pas à sa capacité d'améliorer les conditions de vie des citoyens. Une donnée à faire frémir ressort du rapport du PNUD sur cette question: 48,1%, c'est-à-dire presque la moitié de la population interrogée, préfère le développement économique à la démocratie; 44,9% de la population appuieraient un gouvernement autoritaire si ce dernier résolvait les problèmes économiques du pays. En 2002, les citoyens qui se considéraient comme démocrates représentaient l'orientation la plus étendue parmi les latino-américains, mais ils n'étaient pas majoritaires: ils représentaient 43% des personnes interrogées.

Quelles sont les causes de cette démocratie de basse intensité? La principale est qu'il s'agit d'une démocratie électorale (les citoyens ont le droit de voter), et non pas d'une démocratie citoyenne (une bonne partie des citoyens ne se ressentent pas comme tels). La citoyenneté «est ce statut qui est concédé aux membres de plein droit d'une communauté; ses bénéficiaires sont égaux en ce qui concerne les droits et les obligations qu'elle implique» (T. H. Marshall). La démocratie, c'est la citoyenneté. Je tire d'un excellent texte de l'économiste José Juan Ruiz (l'une des personnes qui connaît le mieux le sous-continent américain), le titre de cet article, bien que les contenus de ces deux ouvrages n'aient pas grand-chose en commun. Voici les péchés capitaux qui affaiblissent la démocratie si durement obtenue par l'Amérique latine.

Carence de citoyenneté sociale

Tous les pays de la région sont caractérisés par une inégalité de la répartition des revenus et des richesses supérieure à la moyenne mondiale. Sur 18 pays étudiés, 16 peuvent être catalogués comme très inégaux. Dans 15 pays, plus de 25% des citoyens vivent en dessous du seuil de pauvreté, et dans 7 pays, plus de 50% de la population

vit dans la pauvreté. 209 millions de personnes perçoivent des revenus se situant sous ce seuil de pauvreté.

L'État de bien-être existe à peine: sept nouveaux emplois sur dix créés dans la région depuis 1990 correspondent à l'économie parallèle et seulement six nouveaux emplois sur dix générés depuis cette année dans l'économie officielle donnent accès à une couverture sociale. Ce qui, outre les carences actuelles, pose le problème de la non-protection de ces personnes lorsqu'elles atteignent l'âge de la retraite.

Carence de citoyenneté civile

En dépit des progrès, les droits liés à la liberté individuelle, d'expression, de pensée et de religion, le droit à la propriété et d'établir des contrats valables et juridiquement sûrs (penchant immodéré pour les réformes fonctionnelles qui font table rase de tout ce qui précède, modifiant les règles, les contrats et les droits), etc. ne sont pas pleinement établis. Les citoyens perçoivent en majorité qu'il reste un long chemin à parcourir pour obtenir des conditions raisonnables d'égalité devant la loi (les riches parviennent toujours ou presque toujours à faire valoir leurs droits; les pauvres, les immigrants et les indigènes sont sérieusement désavantagés d'un point de vue juridique).

Carence de citoyenneté politique

La moitié de la population préfère le développement économique à la démocratie. Les non-démocrates constituent 26,5% de la population, et les ambivalents (qui sont d'accord avec la démocratie mais qui croient qu'il est pertinent de prendre des décisions antidémocratiques dans la gestion du gouvernement) représentent 30% de la population. Ce qui signifie que plus de la moitié des citoyens ne sont pas engagés de manière cohérente envers le système démocratique.

Les réformes économiques n'ont pas répondu aux attentes

Dans les années nonante, un modèle économique néolibéral (le consensus de Washington) s'est installé comme une promesse de développement, dont beaucoup se sentent déçus, exclus. Ce modèle défendait la discipline budgétaire, la libéralisation financière et commerciale, les privatisations, les changements dans la propriété des dépenses publiques, un cadre de déréglementation, etc. La politique macroéconomique s'est améliorée mais ses effets n'ont pas bénéficié à beaucoup de citoyens: elle n'a pas réduit la pauvreté de manière sensible, elle a augmenté les inégalités et elle a entraîné une partie importante de la population vers l'économie parallèle. Les sacrifices des gens n'ont pas été récompensés.

Un plus grand affaiblissement de l'État

L'État est l'un des visages de la démocratie; un État sans pouvoir est une démocratie sans pouvoir. L'incapacité des États à influencer, contrôler, réglementer ou bénéficier des processus transnationaux ou à résister aux tendances hégémoniques dans les programmes politiques et économiques s'est amplifiée. Dans la majeure partie des pays d'Amérique latine, l'État exhibe de véritables déficiences: il se trouve affaibli et a virtuellement disparu dans certaines régions. La loi de l'État n'atteint pas de vastes

régions (ni une bonne partie des citoyens) où règne la loi mafieuse.

Les nouveaux pouvoirs factices

On assiste à une multiplication de groupes financiers (spécialement des entreprises) qui fonctionnent comme des lobbies puissants, ainsi qu'à la croissance du narcotrafic, ce qui pose un double problème: d'une part, celui-ci essaye de contrôler une partie des appareils de l'État et des territoires; d'autre part, il attire l'attention des États-Unis, ce qui génère de nouvelles formes de pression. À cela, il faut ajouter les médias, qui font partie de groupes d'entreprises non subordonnées au pouvoir politique, qui ont des intérêts économiques très diversifiés, et qui agissent comme des supra-pouvoirs qui limitent la souveraineté des institutions publiques.

La corruption

La nature même de la corruption entache une partie très significative de la société: 44,1% des citoyens interrogés sont d'accord pour payer le prix d'un certain degré de corruption afin que les choses fonctionnent. L'argent sale ou noir a des effets dévastateurs sur une partie des institutions et des dirigeants politiques.

Le rapport du PNUD décrit une Amérique latine qui n'est ni homogène ni unitaire; où les histoires de succès se mélangent à celles du déclin et de l'échec. Et il relance, en ce début de siècle, le véritable débat sur la démocratie et la politique: comment résoudre les tensions entre l'expansion démocratique et l'économie, entre la liberté et la recherche de l'égalité, entre la croissance économique et la pauvreté, entre les demandes publiques exprimées librement et les réformes économiques qui exigent des ajustements et des sacrifices. Que se passe-t-il lorsque les citoyens embarqués dans l'expérience démocratique vérifient que celle-ci se défait de son contenu de liberté, de justice et de progrès? Jusqu'à quel point la pauvreté et les inégalités résistent-elles aux libertés conquises par la démocratie? En Amérique latine, il n'y a pas de mal-être à l'égard de la démocratie, mais bien à l'intérieur de la démocratie.

Le dénominateur commun minimum de ce que les citoyens veulent a été exprimé par Roosevelt en 1941, dans son discours des quatre libertés: «Il n'y a rien de mystérieux quant aux ciments d'une démocratie louable et forte. Les éléments de base que notre peuple attend des systèmes politiques et économiques sont simples. Il s'agit de: l'égalité des chances pour les jeunes et les autres; un emploi pour ceux qui peuvent travailler, la sécurité (sociale) pour ceux qui en ont besoin; la fin des privilèges particuliers de quelques-uns; la préservation des libertés civiles pour tous; la participation aux fruits du progrès scientifique, avec un niveau de vie en croissance constante et largement partagé. Ce sont là les choses simples et de base que l'on ne devrait jamais perdre de vue dans le tumulte et la complexité incroyable de notre monde moderne. La force intérieure et durable de nos systèmes économiques et politiques dépend du degré d'accomplissement de ces attentes».

Plus de soixante ans plus tard, cet idéal reste en vigueur. ■

Joaquín Estefanía

Cet article a été publié par la revue *Panoramica* n°21 (juin-juillet 2004), une publication du SEDIF asbl (info@panoramica.be).

Joaquín Estefanía a été conseiller au PNUD pour le rapport «La démocratie en Amérique latine: vers une démocratie des citoyens».

Les Indiens: multiculturalisme et globalisation

Marginalisés, les Indiens sont pourtant 44 millions, qui continuent de réclamer des droits en luttant contre une absence manifeste de volonté politique.

Depuis cinq siècles, les Indiens d'Amérique sont massacrés, spoliés, humiliés... Les maladies apportées d'Europe par les conquérants firent disparaître plus de 90% des habitants de l'Amérique centrale et de la zone andine. Des voix isolées, tel Bartolomé de Las Casas, dénoncèrent cette «destruction des Indes» qui, en jetant les bases d'une hégémonie mondiale préfigurait aussi le meurtre de masse au vingtième siècle. L'indépendance des pays d'Amérique latine ne favorisa pas l'intégration des Indiens aux sociétés nationales: l'exploitation, le racisme et les massacres se sont poursuivis.

Les Indiens d'Amérique latine sont 44 millions, soit 8% de la population du sud du continent. Majoritaires en Bolivie (65%) et au Guatemala (54%), ils représentent près de la

moitié des habitants en Équateur (43%) et au Pérou (46%). Aux indigènes s'ajoutent les métis d'origine indienne, constituant le gros des populations de l'Amérique centrale. La frontière entre Indiens et métis est assez floue. Mais la marginalité des Indiens et l'histoire des rapports interethniques n'incitent pas les métis à l'affirmation de leurs racines indiennes. Répartis en plus d'un millier de groupes et sous-groupes linguistiques, les Indiens ont toujours été fort divisés. Des langues indiennes bénéficient d'un statut officiel dans une minorité de pays

latino-américains: Colombie, Guatemala, Paraguay, Venezuela... Président du Pérou depuis juin 2001, Alejandro Toledo, élu en juin, est le premier chef d'État indien depuis le règne des Incas.

La première organisation indienne moderne naît en 1964 en Équateur, chez les Shuars (Jivaros) d'Amazonie. Malgré la répression dont sont victimes les membres d'asso-

Momie péruvienne - *Tatu Tatoo!*, Musées royaux d'Art et d'Histoire, Bruxelles - jusqu'au 27 février 2005.

ciations indigènes lorsque les dictatures militaires mises en place par les États-Unis pour combattre la «subversion communiste» favorisent l'élimination de toute personne «dangereuse» pour les oligarchies au pouvoir, des mouvements associatifs et syndicaux se développent ensuite un peu partout, puis des coordinations régionales en Amérique centrale et en Amazonie. En particulier au Mexique et en Bolivie, les transformations socioéconomiques des communautés indiennes font émerger de nouvelles élites qui remettent en cause le pouvoir des anciens, se réapproprient positivement leur identité indigène et affirment leurs volontés de moderniser leur société.

Ce réveil indien s'est manifesté à partir de la création, aux États-Unis, de l'*American Indian Movement* (1968) et du premier congrès indien du Mexique à San Cristóbal de las Casas (1974). Un large mouvement éclate à l'annonce des manifestations officielles, orchestrées par l'Espagne en 1992, pour commémorer le cinquième centenaire de la découverte du continent. La première revendication des Indiens, leur premier objectif de lutte est la restitution des terres spoliées par les grands propriétaires et les États qui ont pris la place des colonies ibériques. Démocratiques et pacifiques, centrés sur la reconnaissance identitaire et la modernisation économique et culturelle de leurs communautés, ces mouvements demandent à être reconnus comme égaux et différents au sein d'une nation reconstruite sur une base multiculturelle. Ils font pression sur le pouvoir sans chercher à y accéder et s'opposent à la lutte armée, comme en Colombie où l'Organisation nationale indigène rejette le gouvernement et les guérillas. Les grandes marches pacifiques des Indiens d'Amazonie, des Aymaras et Quechuas des Andes, des Mayas du Chiapas, etc. inscrivent les militants indigènes dans la lignée du mouvement des droits civiques de Martin Luther King.

Mexique : la révolte maya de 1994

Le Mexique est un cas exemplaire des changements survenus au cours des dernières décennies, tant au sein des communautés indigènes que dans l'image médiatique des Indiens. Pays de tourisme, valorisant les vestiges archéo-

logiques des «grandes civilisations» de la Mésoamérique, le Mexique noue des rapports très ambivalents avec son passé indien. Fondée par les anthropologues, l'image stéréotypée de sociétés indigènes figées dans leurs traditions séculaires, en dehors de l'histoire, est soudain démentie par le radicalisme indien. Le mouvement zapatiste surgit en effet des forêts du Chiapas, du cœur d'une région célèbre pour ses ruines et ses Indiens Lacandons, vus par les ethnologues comme de véritables «fossiles vivants» préservant les traditions des Mayas anciens dans leur «pureté» d'origine!

Le 1^{er} janvier 1994, les Mayas encagoulés de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) occupent les principales villes du Chiapas. Déclenchée le jour de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) entre le Mexique, les États-Unis et le Canada, cette révolte pour la dignité indigène s'oppose aussi à la globalisation. Vite écrasés sur le terrain, les zapatistes triomphent dans les médias et forcent le gouvernement fédéral à négocier. Les passe-montagnes des révoltés forcent les Mexicains à voir ceux qui étaient depuis toujours invisibles, et qui dénonce «cinq siècles d'infamie». Le racisme d'une politique conduisant à l'exclusion des Indiens, leur éloignement de l'éducation et du développement, ils exigent une place digne dans la société veulent participer à la construction d'un État plus juste et plus solidaire.

Point d'orgue du mouvement, la marche sur Mexico du sous-commandant Marcos en mars 2001, exigeant l'application des accords de San Andrés sur les droits des indigènes signés par le pouvoir en 1996, s'adresse à l'ensemble des Mexicains. Marche des pauvres et de tous les peuples indiens, cette action affirme que le temps de la peur est passé et que la paix interne du Mexique et de l'Amérique latine en général passe par la reconnaissance de l'autonomie des peuples indigènes. Face au discours officiel qui, depuis Juarez, affirme l'unité nationale en

exaltant le métissage, les zapatistes proclament la réalité multiculturelle de la nation. Incitant la population mexicaine à découvrir le passé raciste du pays et contribuer ainsi à la réconciliation du Mexique avec sa composante indigène, ils ne veulent pas faire sécession ou rejoindre dans une nouvelle «république indienne» les mayas du Guatemala et du Belize, mais bien transformer l'État mexicain, afin que tous y trouvent leur place¹.

D'Équateur au Chili, la renaissance indienne

En juin 1990 se produit le grand soulèvement des Indiens d'Équateur: ils sont des centaines de milliers à défiler pacifiquement dans toutes les villes du pays. Organisés au sein de la Confédération nationale des Indigènes d'Équateur (CONAIE), ils réclament la restitution des terres ancestrales et la reconnaissance de leurs cultures. En 1994, ils s'insurgent à nouveau avec succès contre une loi néolibérale de développement agricole. Leur renaissance culturelle a débouché sur une très grande autonomie par rapport aux mouvements ou partis politiques.

En 1990, les Indiens de la forêt amazonienne de Bolivie «montent» à La Paz pour demander l'arrêt de la destruction de leurs forêts par les compagnies forestières internationales, la récupération des territoires ancestraux et la reconnaissance de leur spécificité. Les mêmes revendications d'un territoire propre et de la défense et la promotion de la langue et de la culture sont présentées par les Guaranis de Bolivie au président Paz Zamora, en 1992. À l'extrême sud du continent, les Mapuches du Chili et d'Argentine luttent contre les compagnies forestières qui ont accaparé leurs terres, détruisant l'environnement et obligeant à l'exode vers les grandes villes.

Parallèlement aux mouvements de revendications, un courant de revitalisation des cultures indiennes apparaît un peu partout, inspirant le renouveau des fêtes traditionnelles, la remise en valeur des vieilles médecines, etc. Le geste du président péruvien Alejandro Toledo, rendant grâce aux dieux andins le jour de sa prise de fonction en 2001, s'inscrit dans ce mouvement de renaissance qui, malgré la disproportion des forces en présence, ne cesse de s'étendre. En Uruguay, le 11 octobre 2004, les Indiens Wilapa ont pour la première fois manifesté dans le centre de Montevideo.

Le 12 octobre 2004, à Tezpotlán (Mexique), des centaines de représentants d'organisations indigènes, venus du Canada à l'Argentine, à l'invitation de la Fondation Rigoberta Menchú et de l'Université de Mexico (UNAM) ont fait le bilan de la «Décennie des peuples indigènes», déclarée par l'ONU en 1994. Les États n'ont pas tenu leurs engagements et les seuls progrès enregistrés découlent des luttes menées par les indigènes. Face au mouvement de globalisation qui menace la survie et les droits collectifs des peuples indigènes, l'essor d'États démocratiques et multiculturels, qui garantissent les droits des communautés indigènes, est plus que jamais d'actualité en Amérique latine². Présente à cette assemblée, le prix Nobel de la Paix en 1992, Rigoberta Menchú, faisait partie de la délégation du Guatemala aux Jeux olympiques d'Athènes en août dernier. Elle venait alors d'adresser une lettre ouverte au secrétaire général de l'ONU, y déplorant l'absence de volonté politique de respecter les objectifs de la Décennie et le manque de consensus au sein de l'ONU pour ratifier enfin la déclaration universelle des droits des peuples indigènes³.

■ Roland Baumann

¹ La marche de Marcos sur Mexico est analysée entre autres par Ignacio Ramonet, *Le Monde diplomatique*, mars 2001. Pour des articles récents sur le mouvement zapatiste et les luttes d'autres organisations indigènes au Mexique voir notamment la revue *Chiapas* (<http://membres.lycos.fr/revistachiapas/>)

² Voir articles sur le site Internet du Red de Información Indígena <http://www.laneta.apc.org/ceacatl/>: «Fracaso el decenio de los pueblos indios, opinan líderes de 20 países americanos» in *Red de Información Indígena*, 11/10/2004; «Después de la Década de los pueblos indígenas: Recuentos y horizontes» in *Red de Información Indígena* 13/10/2004. Constitué en 1997 à l'initiative d'organisations indiennes mexicaines, le réseau d'information indigène est ouvert à toutes les organisations indigènes d'Amérique latine.

³ «Carta abierta de la Premio Nobel de la Paz, Rigoberta Menchú Tum, al Secretario General de la ONU, en el Día Internacional de los Pueblos Indígenas, 8 août 2004, lettre reproduite sur le site web de la Fondation Rigoberta Menchú Tum (<http://www.frmt.org/>).

Roland Baumann est ethnologue (CREE - ULB).

Présentes mais éparpillées

Femmes en mouvement*

En partant du milieu du XIX^e siècle, il s’agit de retracer les tendances partagées par les mouvements de femmes en Amérique latine, en dépassant les spécificités nationales et en pointant le vécu commun à toute cette région.

Si le féminisme peut être défini comme un engagement politique, une pratique sociale et un savoir visant à renforcer l’émancipation des femmes, à favoriser l’égalité entre les genres et à éliminer les discriminations envers le féminin, de nombreuses femmes d’Amérique latine se mobilisent depuis plus d’un siècle au nom de ce projet. D’autres femmes, sans se revendiquer du féminisme, s’organisent également autour d’une lecture en termes de rapports sociaux de sexe. Cette mobilisation féminine/féministe repose sur des appartenances identitaires multiples (socioéconomiques, politiques, sexuelles, ethniques, confessionnelles, etc.). Bien que chaque pays présente des spécificités, politiques ou ethnico-nationales par exemple, l’action des Latino-américaines se lit néanmoins au travers de tendances générales

relativement similaires, en vertu d’expériences historiques, économiques et sociopolitiques communes à tout le sous-continent: régimes politiques, modèles de développement, crise de l’État, etc.

Dès le milieu du XIX^e siècle, les Latino-américaines sont sorties de l’espace privé afin d’exiger l’égalité en droit avec les hommes. La notion de «féminisme» apparaît d’ailleurs dans la région à la fin de ce siècle et est revendiquée par un nombre restreint de femmes jouissant d’un niveau d’éducation et d’un statut social élevés. L’action des femmes issues des classes populaires se fonde plus sur leurs réalités de vie domestique et économique et s’articule autour de leur rôle de mère de famille (protection des travailleuses, prohibition de l’alcoolisme et de la prostitution, etc.).

Les femmes investissent l’espace public

La revendication des droits civils (capacité civile, divorce, administration des biens, etc.) et du droit de vote rassemble, du début au milieu du XX^e siècle, les femmes de la région, toutes classes et identités confondues, dans diverses actions (luttons de rue, rencontres féministes, etc.). Le suffrage féminin est consacré entre les années 1930 et 1960. Progressivement, les femmes investissent l’espace public: elles entrent dans le monde du travail et prennent part aux activités des partis politiques ou des guérillas. Même si les inégalités et les discriminations persistent (notamment en termes de salaires, de présence dans les assemblées ou d’autorité parentale), la mobilisation s’es-souffle néanmoins après cette conquête.

Les années 1960 et 1970 s’accompagnent de changements politico-économiques importants pour le sous-continent: une nouvelle gauche s’organise, la démocratie est bafouée et des régimes autoritaires s’installent dans plusieurs pays sur fond de crise économique. À la fin des années 1970, seuls le Costa Rica, la Colombie et le Venezuela sont démocratiques. Les autres pays sont le théâtre de gouvernements militaires ou de régimes autoritaires déguisés en démocratie. La terreur y est souvent institutionnalisée afin de «restaurer l’ordre» face au «péril communiste» et au «déclin des valeurs chrétiennes», et de développer le modèle économique néolibéral. Ce faisant, les militaires insistent sur les rôles traditionnels des femmes, destinées à la procréation et à la vie domestique.

Face aux violations des droits humains, certaines Latino-américaines mettent sur pied des collectifs de femmes directement concernées par la violence d’État. En

exigeant le retour de leurs époux, fils, frères ou père détenus/disparus et la vérité sur les abus (notamment sur les rapt d’enfants de détenus/disparus), elles amorcent un mouvement de critique de la répression et de revendication démocratique. D’autres femmes choisissent la lutte armée afin de démettre les régimes autoritaires. Cela dit, toutes les Latino-américaines ne participent pas à l’opposition et nombre d’entre elles soutiennent fermement les régimes en place. Parallèlement à la contestation politique interclassiste, les femmes des classes populaires se mobilisent en réaction à la crise économique des années 1980. Principales victimes de la précarité, elles élaborent des alternatives solidaires: la survie alimentaire passe par l’organisation de cuisines collectives et l’éducation et la santé sont prises en main par des associations de quartiers. À nouveau, c’est leur identité de mère qui amène les femmes à investir l’espace public. Bien que ces mobilisations soient mixtes, elles sont cependant largement féminines dans les faits, ce qui débouche sur une réflexion en termes de rapports de genre. La mobilisation féministe reprend également à cette époque. Elle fait écho à la relance internationale du féminisme des années 1970, notamment par l’intermédiaire des Latino-américaines en exil en Europe et aux États-Unis. Ainsi, le slogan des féministes chiliennes «*La démocratie dans le pays et à la maison!*» – qui voyagera dans toute la région – illustre la jonction entre les diverses facettes de l’action des femmes et celle d’autres acteurs progressistes en faveur de la démocratie (partis politiques, syndicats, fédérations d’étudiants, etc.). L’intensité de la mobilisation conduit à sa professionnalisation: les organisations non gouvernementales prolifèrent, les études de genre se développent dans les universités, et certaines revendications des femmes (agences étatiques dédiées aux femmes, politiques publiques, mesures de discrimination positive, diffusion d’une perspective de genre) sont relayées par les institutions politiques.

Une perte de visibilité

La stratégie d’institutionnalisation suivie par une partie du mouvement des femmes se renforce avec le retour de la démocratie, dans les années 1990, et semble supplanter l’action féministe des organisations de base. Bien que fort mobilisé dans la préparation de la IV^e Conférence mondiale des femmes (ONU, Beijing, 1995) et présent dans les Rencontres féministes d’Amérique latine et des Caraïbes régulièrement organisées depuis 1981, le mouvement des femmes perd de sa visibilité à la veille du XXI^e siècle et semble entrer dans un nouveau «silence féministe», à l’image de la démobolisation qui a suivi l’obtention du suffrage féminin.

Aujourd’hui le mouvement féminin/féministe cherche à renforcer son poids comme acteur social, en s’articulant autour de différents réseaux thématiques (violence, droits sexuels et reproductifs, santé). Si le mouvement est relativement uni autour des questions de la violence domestique ou des quotas de genre en politique, il ne parvient pas encore à parler d’une seule voix et à instaurer un véritable débat public sur l’homosexualité, la libre contraception ou le droit à l’avortement, malgré les manifestations de plus en plus nombreuses dans les différents pays. La revendi-

cation des droits sexuels et reproductifs s’avère plus difficile à porter dans les espaces public et politique dans la mesure où elle implique une dimension éthique et suscite une réaction souvent conservatrice de l’Église catholique. D’une part, la présence grandissante de l’Opus Dei aide à verrouiller le débat autour de demandes qui ne heurtent pas les valeurs chrétiennes. De l’autre, la mémoire de l’engagement d’une partie de la hiérarchie catholique dans l’opposition aux régimes autoritaires perpétue une certaine reconnaissance de la part des acteurs progressistes, ce qui rend plus délicat un positionnement politique indépendant sur ces questions.

La précarité, toujours

Depuis les années 1970, des avancées significatives ont eu lieu, en termes d’égalité juridique, de participation politique et de lutte contre la violence de genre. Les liens qui se sont tissés entre le mouvement social et les institutions

politiques ont abouti à la formulation de politiques publiques et à une meilleure coordination entre les acteurs de l’égalité entre hommes et femmes. Cependant, la précarité reste de mise pour les Latino-américaines, dans la mesure où la pauvreté, la violence et l’analphabétisme sont toujours le sort d’une grande partie d’entre elles. La mobilisation des femmes reste entravée par des considérations de politique interne, par la dépendance

vis-à-vis des bailleurs de fonds nationaux et internationaux, par des conflits de stratégies au sein du mouvement et par le manque de reconnaissance de cette action par la société. Bien que le féminisme fasse toujours sens dans la région, les associations de femmes semblent avoir des difficultés à se mobiliser en front uni autour des questions non résolues. L’exacerbation des tensions internes peut mener à se demander si ce qui les rassemble –l’égalité et la liberté des femmes et des hommes– est suffisant à l’heure actuelle pour articuler de manière effective les différents versants d’une mobilisation hétérogène, en dépassant le classisme, le racisme et la lesbophobie qui ont souvent entaché le mouvement. Bien que l’action des Latino-américaines semble désarticulée depuis quelques années, les associations de femmes sont toujours présentes sur le terrain. Cet éparpillement apparent pourrait n’être qu’un rappel de l’étendue des combats encore à mener en faveur des femmes d’Amérique latine.

Sophie Stoffel

Edward Weston, *Tina Modotti, les mains sur le visage*, photographie en noir et blanc, épreuve à la gélatine d’argent, Mexiqueurope. © Center for Creative Photography.

* Ce texte constitue une synthèse de B. Marques-Pereira, S. Stoffel, «Féminismes en Amérique latine» in E. Gubin, C. Jacques et al., *Le Siècle des Féminismes*, Paris, Éd. de l’Atelier, 2004, pp. 399-409. Voir également: T. Valdès, *De lo social a lo político. La acción de las mujeres latinoamericanas*, Santiago, LOM, 2000; N. Craske, *Women in politics in Latin America*, Cambridge, Polity Press, 1999.

Sophie Stoffel est docteurante en Sciences politiques, ULB.

Les titres et intertitres sont de la rédaction.

Les enjeux du Mercosur

L'Union européenne est devenue le deuxième partenaire commercial de l'Amérique latine. Elle est aussi le premier donateur. Mais les priorités européennes sont ailleurs.

Il faudra sans doute attendre l'installation officielle du nouveau commissaire au commerce, Peter Mandelson, pour voir aboutir l'accord d'association UE-Mercosur en gestation depuis cinq ans. En cas d'échec, c'est tout le dialogue avec l'Amérique Latine qui pourrait en pâtir.

«Je souhaite que les négociations s'achèvent d'une manière aussi intéressante pour nous que pour eux. Mais sans une ouverture du marché européen à l'agriculture, cet accord ne verra jamais le jour».

Le scepticisme raisonné de l'ambassadeur brésilien auprès des institutions européennes, José Alfredo Graça Lima, résume à lui seul tout l'enjeu des négociations actuelles entre l'Union européenne et le Mercosur (Marché Commun du Sud, composé de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay).

gardée, le Mercosur agitant les mêmes instincts protectionnistes en matière de transports maritimes, de services bancaires ou de marchés publics.

Pour autant, et bien que les offres de dernière minute aient déçu les deux blocs, chacun n'a de cesse de rappeler l'intérêt commun à finaliser un accord. Si possible avant l'entrée en fonction de la nouvelle Commission européenne, le 1^{er} novembre. Ce qui constituerait aussi un baroud d'honneur pour le Commissaire Lamy, dont le mandat arrive précisément à expiration à cette même date. Un rendez-vous est prévu le 20 octobre.

Négociation intercontinentale

Mais c'est bien au Mercosur à qui l'on doit cette ultime rencontre. En dépit des obstacles, le président du Brésil, partenaire incontournable de cette négociation intercontinentale, a manifestement pesé de tout son poids pour relancer les Européens, les offres «améliorées» ayant été jugées par l'UE «très mauvaises», voire «en recul» comme l'a déclaré récemment le chef de la délégation brésilienne.

Concrètement, les Européens sont revenus sur la moitié des propositions qu'ils avaient déjà promises pour le secteur agricole et sont revenus à la charge sur une série de questions que le Mercosur avait pourtant déjà rejetées. «Les Européens ne sont pas pressés à achever cet accord parce que les négociations pour la formation d'une zone de libre-échange entre les Amériques (ALCA) sont arrêtées», a expliqué l'ex-ministre brésilien des Relations extérieures, Luiz Felipe Lampreia, aux journaux brésiliens. Les Européens ayant toujours été suspectés d'instrumentaliser les négociations avec le Mercosur pour contrecarrer la politique commerciale américaine.

Pour autant, force est de reconnaître que la proposition du Mercosur a aussi été passablement affaiblie par les propres désaccords survenus entre ses membres. C'est notamment l'Argentine qui exigea que la clause de sauvegarde du marché de l'automobile et des pièces détachées passe de dix à dix-huit ans. Quant au secteur textile, l'Argentine a également largement influencé l'offre du Mercosur en allant bien au-delà de ce que pouvait offrir l'Association brésilienne de l'Industrie du Textile (ABIT).

Divergences internes mais objectif commun: le Mercosur est cependant resté à l'unisson pour exiger de l'Union européenne de meilleurs quotas d'exportation pour la viande bovine et le poulet.

Mais l'UE est-elle prête à assumer un échec des négociations? Seule certitude: l'Union européenne entend bien garder un œil sur le Mercosur, quatrième groupe économique mondial et cible géopolitique de premier ordre (avec un produit intérieur brut (PIB) de 983 milliards d'euros par an et une population de 210 millions d'habitants).

Signe de l'intérêt porté par l'UE au continent sud-américain: depuis 1996, l'UE verse chaque année près de 450 millions d'euros à ces pays, tous programmes confondus. Au point que l'Europe est actuellement le premier donateur de la région. Les ressources affectées par l'UE sur la période 2000-2006 à la coopération régionale et bilatérale avec le Mercosur atteignent presque 250 millions d'euros. Les investissements étrangers directs représentent envi-

ron 50% de l'ensemble des investissements effectués en Amérique latine (AL).

Le 2^e partenaire commercial de l'Amérique latine

Sur un plan strictement humanitaire, l'UE accordera entre 2000-2006 près de 40 millions d'euros au titre de la prévention des catastrophes naturelles.

Même si l'UE entretient des liens étroits avec l'Amérique du Sud depuis les années soixante, c'est l'entrée du Portugal et de l'Espagne dans la Communauté européenne en 1986 qui va donner un premier coup d'accélérateur à ces relations, avant qu'un premier accord-cadre ne voie enfin le jour en 1995: l'UE et le Mercosur s'engagent alors à «renforcer les relations existant entre les parties et préparer les conditions permettant la création d'une association interrégionale». Un rapprochement annonçant l'accord d'association (lancé en 1999 et dont les conclusions peinent à s'achever).

Ce n'est pas par hasard si ces deux blocs se sont rapprochés. Les entreprises européennes sont présentes en Amérique dans le domaine des secteurs industriels et des secteurs de services. Ces entreprises ont largement participé du processus de privatisation, ce qui a aidé les pays de la zone à renforcer leur économie. En *pole position*: l'Allemagne et l'Italie, très présentes dans le sud-ouest et le sud du Brésil, principale économie du Mercosur. Entre 1996 et 1999, «les investissements dans la région vont ainsi grimper de 31,1 millions de dollars à 73,9», selon un diplomate brésilien à Bruxelles.

L'UE est ainsi devenue le deuxième partenariat commercial de l'Amérique latine avec plus de 58 milliards d'euros d'exportations. Même chose en matière d'investissements: sur 206 milliards d'investissements étrangers en 2002, les importations vers l'UE en provenance de l'Amérique latine et des Caraïbes ont été de l'ordre de 53,7 millions d'euros (et de 57,5 millions d'euros pour les exportations).

En marge de cette longue marche vers une association toujours plus étroite, l'UE, l'Amérique latine et les Caraïbes développent parallèlement un dialogue trilatéral portant sur la cohésion sociale et le multilatéralisme (via les mécanismes de surveillance de l'Organisation mondiale du Commerce), comme ce fut notamment le cas lors du 3^e Sommet des chefs d'États organisé en mai 2004 à Guadalajara, au Mexique. Un défi gigantesque pour les participants: selon la Banque interaméricaine de Développement, l'Amérique latine est la région au monde faisant face aux plus grandes inégalités sociales. En 2003, près de 45% de sa population vivait sous le seuil de pauvreté. Autre source d'inquiétude pour l'Union européenne: le recul de la démocratie: «Il y a tellement d'incrédulité dans ces régions en ce qui concerne la démocratie que 50% de la population ne sont pas certains que ce système soit la meilleure forme de gouvernance. La moitié des gens soutiennent un gouvernement autoritaire en attendant que les problèmes économiques soient résolus», rappelle Carlos Schubert de l'European Policy Center (EPC). «Or, l'histoire montre que les dictatures et les économies étatisées gèrent plus de violence et de corruption que la démocratie».

Les États-Unis comme priorité

En dépit des obstacles, l'UE maintient néanmoins son cap: fidèle à son engagement, la Commission européenne vient de lancer «EUROsocial», un programme doté de 30 mil-

Les programmes horizontaux avec l'UE

@lis:	la promotion de la société de l'information. Ce programme est doté de 67.5 M€.
Alban:	bourses de haut niveau à 3900 étudiants et chercheurs latino-américains. Dans la première phase 2002-2005, Alban est doté de 45 M€. Dès la première année (2003/2004), 251 candidats latino-américains.
URB-AL:	coopération décentralisée auquel participent 1 200 villes (50 M€) des deux régions avec pour objectif de développer des liens directs et durables entre collectivités locales.
ATLAS:	appui aux relations entre les chambres de commerce des deux régions, afin de faciliter les transferts de savoir-faire entre les chambres de commerce internationales (200 chambres concernées - 6 M€)
AL-Invest:	la promotion du commerce et des investissements en facilitant les rencontres entre petites et moyennes entreprises des deux régions (42 M€). Plus de 30 000 entreprises ont déjà participé avec un résultat supérieur à 200 M€.
ALFA I et II:	la coopération entre universités (42 M€). Il s'agit de donner une impulsion à la coopération entre les centres d'enseignement.
Alure:	programme encourageant les économies d'énergie.

lions d'euros valable cinq ans. Il est destiné à aider l'Amérique latine à élaborer et à mettre en œuvre des politiques sociales qui contribueront à réduire le fossé entre les riches et les pauvres. EUROsocial vise à renforcer la cohésion en créant, auprès des responsables des politiques publiques, la capacité nécessaire pour prendre en considération la dimension sociale comme la santé, l'éducation, l'administration de la justice, l'emploi et la fiscalité. (Voir aussi l'encadré).

À ce stade, pour autant que tous ces arguments plaident en faveur d'un approfondissement des relations UE-AL, les diplomates ne sont pas rassurés sur une issue favorable des négociations à court terme. C'est donc fort probablement le nouveau Commissaire européen du Commerce, Peter Mandelson, qui aura pour mission de redémarrer les pourparlers entre les deux blocs. Mais, le Britannique, proche de Tony Blair, ne s'en est pas caché lors de son audition devant les eurodéputés: certes, le Mercosur sera l'une des priorités de son mandat mais l'UE va d'abord s'atteler à renouer le dialogue avec les États-Unis.

Les analystes du marché s'accordent à penser qu'il serait préférable pour les pays du Mercosur d'augmenter leurs exportations de manière unilatérale (notamment vers les pays européens qui restent de gros importateurs). Le ministère du Développement brésilien n'a-t-il pas démontré récemment que dans les huit premiers mois de cette année, les pays de l'UE ont importé pour près de 15,3 milliards de dollars de marchandises? À elle seule l'Allemagne est ainsi devenue le partenaire commercial le plus proche du Brésil (avec 2,6 milliards de dollars de marchandises importées), suivie par la France (1,4 milliard de dollars), puis l'Espagne et le Royaume-Uni (1,3 milliard).

Autre tentation pour l'Amérique latine: développer les échanges commerciaux avec le Nafta (États-Unis, Canada et le Mexique) qui représentent aujourd'hui 89% de tout le commerce régional de l'Amérique latine. Ce qui ne fera sans doute pas l'affaire des Européens.

Ivna Maluly

C'est l'entrée du Portugal et de l'Espagne dans la Communauté européenne en 1986 qui va donner un premier coup d'accélérateur à ces relations, avant qu'un premier accord-cadre ne voie enfin le jour en 1995.

Depuis cinq ans, Sud-Américains et Européens cherchent en effet à créer une véritable zone de libre-échange commerciale interrégionale. Ces négociations concernent la libéralisation de tous les échanges de biens et de services, l'intensification de la coopération et un dialogue politique renforcé. Ce serait la première fois dans l'histoire que deux «marchés communs» négocient un accord d'association.

Or depuis 1999, alors que le round des négociations arrive désormais à son terme, les deux parties tardent à se mettre d'accord, chacun campant toujours sur ses positions: l'UE refusant de céder trop en matière agricole, sa chasse

Une littérature plurielle

Peut-on encore parler au singulier de «littérature hispano-américaine» en ce début de XXI^e siècle? Et selon quel critère? Celui de la langue, un espagnol imposant et imposé, venu d'ailleurs en bloc compact?

Revenus de tous les essentialismes et confrontés à toutes les crises identitaires, nous ne pouvons répondre que par la négative. L'inverse supposerait la réécriture de l'impossible histoire d'un développement homogène et uniforme des littératures produites dans tous les pays issus de l'Empire espagnol. Rien de tel ne s'est évidemment déroulé. Sans pour autant souscrire à la théorie démonétisée du reflet (soit de l'impact déterministe des structures socioéconomiques sur la culture) et tenant compte du degré relatif d'autonomie des œuvres d'art par rapport au social, on peut avancer *a priori* que Borges et Cortázar ne sont guère dissociables de l'Argentine, Nicolás Guillén et Alejo Carpentier de Cuba, García Márquez et Álvaro Mutis de la Colombie, Octavio Paz et Juan Rulfo du Mexique.

La littérature hispano-américaine est cependant autre chose que la somme mal ajustée des histoires littéraires nationales. Les frontières des pays du continent sont trop fragiles, perméables, voire, dans certains cas, artificielles pour leur accorder une quelconque valeur discriminatoire dans l'ordre culturel.

Revenons-en donc aux faits, c'est-à-dire en ce qui concerne la littérature aux textes, à cet immense corpus qu'une batterie de procédés d'analyse distribuera en groupes géographiques qui débordent le cadre national et qui pourraient être, sans prétention d'exhaustivité: les Caraïbes (îles et côtes du nord de l'Amérique du Sud), la méso-Amérique (Mexique et Amérique centrale), la zone andine, les côtes du Pacifique (partie côtière du Pérou et du Chili), le Río de la Plata.

Cette simple redistribution des cartes géographiques de la littérature bouleverserait, à n'en pas douter, les idées reçues et les paresseuses pédagogiques, mais se heurterait, en Amérique même, tant aux chauvinismes nationalistes qu'à l'image d'une Amérique hispanique essentialiste.

Par ailleurs, se fondant sur les caractères résiduels communs aux littératures des aires ainsi définies (traits linguistiques, modèles littéraires hérités, participation aux mêmes mouvements, ...), on pourra dessiner des cercles concentriques qui rendent opératoire, mais dans les limites du résiduel, le concept de littérature hispano-

américaine. Bien mieux, on ne renoncera pas à celui de littérature hispanique qui, toujours basé sur les traits résiduels communs, mais aussi sur les données socio-historiques, constitue le dernier de ces cercles concentriques, celui qui embrasse toutes les littératures de langue espagnole d'Amérique et d'Europe dans leurs relations bilatérales (comme par exemple le modernisme hispano-américain et la poésie espagnole du XX^e siècle; le «boom» du roman hispano-américain et le roman espagnol post-franquiste). Ces présupposés interdisent toute vision de reconquête européocentriste du territoire littéraire hispano-américain.

Car tel est le danger, même inconscient, de toute approche de cet espace culturel depuis ce côté-ci de l'Atlantique. Ici, comme ailleurs, nous, les Européens, avons été accusés, souvent avec raison, de modeler la succession des faits sur nos propres paradigmes historiques. En littérature, ce gauchissement européocentriste consiste à coller sur le corpus littéraire américain les étiquettes que nous avons tous apprises à reconnaître: humanisme, baroque, néoclassicisme, romantisme, réalisme, naturalisme, avant-garde, postmodernité,... Cette belle ordonnance, peut-être contestable pour les littératures européennes elles-mêmes, serait-elle transposable telle quelle aux Amériques?

Certaines réécritures radicales de l'histoire littéraire hispano-américaine de la fin du siècle dernier ont rejeté en bloc ce dispositif en mettant en évidence soit les singularités américaines de textes ancrés dans des canons esthétiques européens, soit des œuvres qui échappent à ces paradigmes. On a donc recomposé l'histoire non plus sur des courants de fond, mais sur des exceptions, brillantes peut-être, mais exceptions tout de même. Radicaliser ainsi les processus d'autonomie, c'est jeter le bébé avec l'eau du bain. Sor Juana Inés de la Cruz, fleuron de la poésie baroque mexicaine, qui ne quitta jamais le Mexique, mais dont les œuvres furent publiées pour la première fois à Madrid alors que l'imprimerie était installée à Mexico depuis longtemps, ne peut être comprise, dans son originalité profonde, qu'en référence au maître espagnol Góngora. Plus près de nous, couper le poète chilien Vicente Huidobro, qui écrivit aussi en français, des avant-gardes littéraires européennes du début du XX^e siècle, revient à amputer son influence et à le rapetisser.

Nul ne nie qu'une périodisation «à l'européenne», appliquée sans discrimination, est incapable de situer correctement les phénomènes littéraires américains et moins encore de rendre compte de leur enchaînement. Mais renoncer, par exemple au concept de «naturalisme» (et même de «naturalisme attardé») pour tenter de comprendre le «roman indigéniste» des années 1920-1940 sous prétexte que le sujet en est l'exploitation éhontée des Indiens par les latifundistes blancs, c'est tout simplement travestir la réalité textuelle qui, de toute façon, résistera à toute tentative de biaisement, fût-elle idéologiquement compréhensible.

En revanche, des conditions très spécifiques de production des textes reconnus comme littéraires entraîneront leur américanité.

La métropole comme modèle

La première de celles-ci est, bien entendu, pour les trois premiers siècles (XVI^e-XVIII^e) de ce que l'on ne nommera pas encore «littérature hispano-américaine», son caractère dépendant. Autrement dit, on n'oubliera jamais les modèles que la métropole fournit aux colonies et l'on naviguera sans cesse entre la reconnaissance, la description et le respect des paradigmes (genres littéraires, styles, visions du monde) transplantés en Amérique et le processus de décomposition et recomposition auquel ils sont soumis outre-Atlantique. Dès cette époque, le sujet –l'Amérique– définit moins l'américanité d'une œuvre que les angles d'attaque qui perturbent les canons et les codes européens.

On ne pourra vraiment parler de «littérature hispano-américaine» ou, mieux, comme nous le postulons, de «littératures hispano-américaines» au pluriel qu'avec le «modernisme», aux alentours de 1880. Ce mouvement, essentiellement poétique, représente une rupture radicale, une vraie naissance qui ne put avoir lieu soixante ans auparavant au moment des indépendances politiques. Il est continental, du Mexique à l'Argentine et de Cuba à la Colombie. Avec Rubén Darío, José Martí, José Enrique Rodó, Leopoldo Lugones, José Asunción Silva et tant d'autres, il récupère et concentre ces angles d'attaque de l'américanité, trouve un style inédit pour parler non seulement des choses et des êtres de l'Amérique hispanique, mais aussi des choses et des êtres de l'Europe et du monde. L'émergence définitive des littératures hispano-américaines coïncide avec ce moment où elle cesse d'être le plus souvent débitrice pour servir à son tour de référent à d'autres littératures, et plus particulièrement à celle de la «mère patrie».

D'autres dangers que l'eurocentrisme ou que le radicalisme américaniste guettent le lecteur de ces littératures qui les identifierait à tort avec un prétendu «réalisme magique» qui flatte son appétit d'exotisme ou avec les chants engagés d'un Neruda en oubliant qu'elles ont vu fleurir aussi la revendication monarchiste d'un Álvaro Mutis ou le politiquement et violemment incorrect d'un Fernando Vallejo. Ces dangers, ce sont ces grilles de lecture partielles, faciles, réductrices et myopes qui font dire aux textes ce qu'ils ne veulent pas dire. Ainsi nombre de lectures sociologiques font fi de cette évidence: la littérature n'est pas un document historique, ou elle n'est pas que cela. Lire *Casa de campo* (1978) de José Donoso comme une allégorie de l'histoire chilienne n'est pas inexact, mais est appauvrissant, frustrant et castrateur.

Lire les textes en rejetant l'univocité aprioristique est le seul moyen de mettre en évidence le degré relatif de leur autonomie par rapport à leurs conditions socio-historiques de production. Ainsi on dégagera leurs traits morphologiques (genres littéraires, procédés rhétoriques dominants...) qui, par comparaison, permettent de cerner des groupes d'œuvres semblables unis non pas nécessairement par le contenu, mais par leurs modes d'énonciation. Ainsi s'apercevra-t-on que la relative –mais généreuse– pauvreté littéraire de l'indigénisme des années 1920-1940 ne résulte pas seulement d'une vision encore

Antonio Ruiz, *Le rêve de la Malinche*, 1939, huile sur bois, Mexiqueurope. © D.R.-CI: Bruce M. White, NYC.

mythique et manichéiste de l'Indien (le mauvais blanc créole vs. le «bon sauvage»), mais plus encore d'une absence de remise en question des procédés d'écriture hérités d'Émile Zola.

Ainsi donc les discours littéraires recèlent leurs propres clefs d'interprétation, lesquelles à leur tour ouvrent les portes des espaces historiques où ils viennent se loger. Pour illustrer cette voie d'accès aux textes, romanesques en l'occurrence, des littératures hispano-américaines, je partirai de l'exemple d'un écrivain idéologiquement marqué, à savoir Mario Vargas Llosa, dont on connaît bien l'évolution politique: d'adhérent à la cause révolutionnaire cubaine, il s'en fait le dénonciateur, parfois virulent, à partir du «cas Padilla» (qui, pour faire bref, rappelle les tristement fameux «procès de Moscou») jusqu'à devenir le candidat de la droite démocratique péruvienne aux élections présidentielles péruviennes de 1990... gagnées par le sinistre Fujimori.

Pas de confusion entre idéologie et esthétique

La tentation est grande de «périodiser» l'œuvre romanesque de Vargas Llosa suivant sa courbe idéologique, de la répartir en «romans de gauche» et «romans de droite». En plaquant ainsi le biographique sur la fiction, nous n'aboutissons qu'au simplisme réducteur. Pire, certains critiques, et non des moins estimables, s'appuyant sur ce qu'ils considèrent comme un postulat, mais sans avouer un parti pris politique au demeurant respectable, vont à leur tour opérer une dérive qui, par confusion de l'idéologique et de l'esthétique, les conduit à condamner, par exemple, *Historia de Mayta* (1984). Soit. Moi aussi j'ai l'impression, mais l'impression seulement, que cette fiction qui raconte l'aventure dérisoire d'un apprenti terroriste, avec en contrepoint, une vision apocalyptique du Pérou (le référent d'époque est évidemment *Sendero luminoso*), ne figure pas parmi les meilleures œuvres de Vargas Llosa. Mais ni la courte vue biographique, ni le jugement idéologique déguisé, ni mon impression de lec- ➤

Paulo Coelho

Auteur à succès, spiritualité au rabais

La littérature brésilienne compte quelques fleurons dont les seuls noms de Joaquim Maria Machado de Assis et Jorge Amado attestent la qualité. Pourtant ces auteurs lusophones sont peu, trop peu, connus en dehors du cercle restreint des amateurs de littérature étrangère. Le seul auteur brésilien ayant acquis un succès international est un écrivain de seconde zone, un auteur que boudent précisément ces mêmes amateurs de (bonne) littérature: Paulo Coelho, né en 1947 à Rio de Janeiro, auteur d'une petite dizaine de romans.

Coelho était encore un écrivassier inconnu lorsque son livre *L'alchimiste*, paru au Brésil en 1988, suscita l'enthousiasme d'une éditrice française, Anne Carrière, qui le fit traduire et publier dans la langue de Molière (en 1994). Le succès fut immédiat: le roman s'est vendu à plus de 3,5 millions d'exemplaires en France, puis a fait le tour de la planète. Désormais traduit en 56 langues dans 150 pays, il est le livre le plus vendu de l'histoire du Brésil et figure dans le *Livre Guinness des Records*. On ne compte plus ses adaptations sur les scènes de théâtre, d'opéra ou de danse, et il sera bientôt adapté au cinéma ainsi qu'en comédie musicale à Broadway!

De quoi parle donc ce livre culte? Coelho, qui dans la foulée du mouvement hippie des années 60, s'était intéressé aux philosophies orientales, à l'ésotérisme et à la tradition alchimique, invite le lecteur à découvrir et à réaliser «la mission» pour laquelle il est venu sur terre, ce qu'il appelle «la légende personnelle». Tâchons de résumer. Le héros du livre est un jeune berger, Santiago. Il entreprend un voyage, presque un pèlerinage (son nom l'y prédestinait, bien évidemment; Coelho lui-même fit le pèlerinage à Compostelle!), qui le mène d'Andalousie aux pieds des pyramides. En fait, il part à la recherche du «trésor caché»

dont lui parlent ses rêves. En cours de route, on lui vole son argent et il est réduit à travailler pour survivre. Il rencontre ensuite un Anglais à la recherche d'un alchimiste, puis l'alchimiste en question (qui connaît le langage du monde et qui a déjà accompli sa légende personnelle) et, bien sûr,... une jeune femme dont il tombe follement amoureux. On pourrait craindre qu'il ne s'égare en chemin, mais heureusement pour lui, Dieu a laissé des signes sur le chemin qu'il doit suivre pour accomplir sa légende personnelle. Parvenu aux pieds des pyramides, il comprend enfin qu'il est inutile de traverser les déserts pour découvrir le «trésor caché» qui est resté en Andalousie, chez lui. Et voilà: Santiago a réalisé sa légende personnelle.

Conte initiatique, ou prétendument tel, *L'alchimiste* véhicule la spiritualité bon marché caractéristique du mouvement New Age, qui regroupe de façon hétéroclite toutes les aspirations nébuleuses sinon chaotiques d'une époque désireuse de réenchâter le monde. Expression de l'individualisme contemporain, cette philosophie ou plutôt ce bricolage spirituel pour temps de disette met l'accent sur la quête personnelle du bonheur et sur l'accomplissement de l'individu en harmonie avec, comme écrit Coelho, «l'âme de l'Univers». Le sacré de pacotille et une certaine spiritualité de supermarché font désormais partie des ingrédients nécessaires aux succès d'édition populaire. Cette spiritualité contemporaine se prétend holistique, mais elle est plutôt cacophonique et reste souvent d'une indigente superficialité. De nombreuses mauvaises herbes poussent anarchiquement sur le terrain vague des églises abandonnées. ■

Xavier De Schutter

ture n'offrent aucune espèce d'intérêt ou à tout le moins qu'un intérêt limité ou anecdotique (par exemple sur les procédés biaisés de certains critiques littéraires).

En revanche, l'examen des stratégies d'écriture de ce roman débouche sur de bien curieux résultats. L'analyse superficielle du contenu dégage un «message» évident: condamnation de tout fanatisme, inadéquation des utopies révolutionnaires aux réalités péruviennes, défense des libertés dites formelles et de la démocratie occidentale, etc... Rien de très neuf donc. En se penchant d'un peu plus près sur le texte, on s'apercevra que le discours romanesque présente un certain nombre de ruptures formelles (quinze exactement) marquées par l'usage de la parenthèse typographique.

Or dans ces «ruptures», ces «parenthèses», s'infiltre une voix collective, celle d'un secteur intellectuel hispano-américain qui nie tout sens à l'histoire, pose l'individu comme valeur fondamentale, l'érige en seul créateur non point de l'Histoire, mais d'histoires. Ce discours «libéral» (mot ambigu dont on peut se demander si l'idéologie qu'il recouvre est vraiment claire en Amérique ibérique) marque une cassure, en 1984, moins dans l'évolution de Vargas Llosa lui-même que dans l'histoire d'une intelligentsia hispano-américaine alors dispersée mais en voie de recomposition –affirme ou augure le romancier, dont

c'est le choix– autour des idées de liberté et de tolérance (mais quelle liberté et quelle tolérance? et pour qui?).

L'intérêt du lecteur attentif se portera sur le lieu du discours «libéral» dans *Historia de Mayta*: la parenthèse, normalement réservée à l'accessoire. Il s'agit donc d'une procédure de camouflage idéologique qui révèle soit l'extrême habileté de Vargas Llosa dans le maniement des techniques narratives, soit la manipulation du romancier par le discours lui-même.

On aura ainsi identifié, moyennant un processus sociocritique qui interpelle le texte en priorité, un groupe d'écrivains en rupture avec la gauche –spécialement la gauche castriste à partir des années 1970– et repéré leurs codes discursifs communs ou semblables, porteurs d'idéologie en eux-mêmes, comme le camouflage du discours «libéral» dans la parenthèse typographique de *Historia de Mayta*.

Au lecteur donc d'aiguiser sa vue et de déceler ces marques dont les écrivains parsèment leurs œuvres, parfois à leur corps défendant, marques parfois infimes, mais qui pourtant leur donnent sens... dans une Amérique hispanique plurielle, comme ailleurs. ■

Jacques Joset

Parler des transplantations sans se tromper de cible!

Un demi-million de personnes vivent aujourd'hui avec un ou des organes venant d'un autre corps. Un cadeau, en quelque sorte*.

«Chaque semaine, deux patients meurent faute d'un organe à greffer». C'est le slogan que toute la presse a repris naguère pour illustrer la prochaine campagne que nos autorités ont décidé de lancer comme pour commémorer le cinquantième de la première transplantation humaine réussie. Une formule choc, certes. Qui illustre bien

le problème auquel se heurtent les équipes chirurgicales qui pratiquent cette thérapie. Mais qui illustre encore mieux les ambiguïtés de cette médecine d'exception. Et la difficulté d'en parler judicieusement.

Que veut dire en effet cette formule? Que l'incurie du public tue deux personnes chaque semaine? Ce serait masquer la réalité qui est que ces

patients sont tués par leur cancer, leur hépatite, leur insuffisance cardiaque ou rénale, etc. La greffe est toujours le dernier recours face à une maladie extrêmement grave et je ne sache pas qu'un ministre fasse un communiqué de presse pour se plaindre qu'il n'y ait pas de meilleure chimio ou des prothèses cardiaques plus efficaces pour qu'ils n'en arrivent pas là...

Sans doute est-il difficile de ne voir dans la transplantation qu'un simple traitement. Elle a quelque chose de magique; ceux qui l'apprécient y voient un véritable miracle, les autres bien davantage le jeu dangereux d'apprentis sorciers. Quand le professeur Christian Barnard l'a popularisée en greffant un cœur (ce n'était pas la première transplantation d'organe humain, mais ce fut sans contester la première à être aussi médiatisée), il a soulevé des montagnes de scepticisme: ça ne pouvait pas marcher, disait-on dans les cénacles bien informés. Et d'ailleurs, quand Joseph Murray, le 23 décembre 1954, avait procédé à un «échange de rein» entre frères –là, c'était vraiment une première–, il avait dû affronter les sarcasmes de tous ses collègues qui avaient vainement tenté de le dissuader d'orienter sa carrière de chirurgien plasticien à Harvard dans cette voie sans issue.

Le droit d'agresser

La chirurgie est déjà particulièrement lourde de symboles, elle qui donne au praticien le droit absolu d'«agresser» le corps comme personne d'autre ne peut le faire. Mais ici, l'agression est multiple: c'est sur deux corps que nous permettons aux chirurgiens d'entailler cette peau qu'en temps normal nous ne laissons qu'à peu de gens le privilège de toucher. Et, de surcroît, nous laissons les praticiens réaliser une partie de cette intervention sur un «mort».

Un «mort»? La plupart des transplantations en effet utilisent des organes ➤

La greffe est un traitement presque comme un autre, sa finalité est la même que celle de la prescription d'un médicament ou de l'ablation d'une tumeur.

Jacques Joset est professeur à l'Université de Liège, Département de langues et littératures romanes, Langues et littératures hispaniques.

Les intertitres sont de la rédaction.

Damien Hirst, *Hymn*. Courtesy Saatchi Gallery, London.

Tout porte à croire que l'avenir est ailleurs, dans l'utilisation d'organes artificiels, ou peut-être d'organes animaux.

de défunts et, en cette année qui marque le cinquantième anniversaire de la première greffe humaine, il n'est pas inutile de rappeler que c'est en Belgique, à l'université de Louvain très précisément, que fut brisé un des tabous les plus significatifs en ce domaine. Le 3 juin 1963 en effet, le Dr Guy Alexandre fut le tout premier au monde à prélever un rein sur un «mort» dont le cœur battait encore. Soyons bien clairs: le donneur était vraiment mort, mais on avait fait en sorte que sa pompe cardiaque continue d'irriguer l'organe à prélever, ce qui est devenu la pratique la plus normale, et qui permet de conserver à l'organe de remplacement une bien plus grande qualité.

Mais, pour le public, c'était un pas de plus vers l'incapacité de comprendre ce qu'est un mort (pour le commun des... mortels, la seule façon de le définir est l'arrêt du cœur, non?), mais aussi un pas de plus vers l'image d'un corps dépersonnalisé, une sorte de magasin de pièces de rechange. Voilà qui a ouvert la porte à bien des perversions. Il s'est trouvé des agences de presse et des journaux pour les citer, agences qui ont jeté en pâture des informations sur des prélèvements d'organes au coin d'une rue, dans un pays toujours lointain et misérable, et la revente avec bien évidemment un plantureux bénéfice desdits organes dans nos pays à de riches individus qui tout aussi évidemment ne peuvent se permettre d'attendre leur tour dans des listes d'attente interminables. Rien dans ces «informations» n'était pourtant vérifiable.

Un demi-million de par le monde

Et quand un tel fantasme a envahi les esprits, il est bien difficile de l'en déloger. Et bien difficile aussi d'expliquer par la suite que la greffe est un traitement presque comme un autre, que sa finalité est la même que celle de la prescription d'un médicament ou de l'ablation d'une tumeur. Qu'il s'agit toujours de prolonger la vie d'une personne gravement malade, d'améliorer sa qualité de vie. Et qu'il serait de toute manière absurde de le faire en nuisant à la vie ou à la qualité

de vie d'une autre personne. Il y a de par le monde environ un demi-million de personnes vivant avec un ou des organes qui ne leur appartiennent pas, qu'ils ont en quelque sorte reçu en prêt. Cette thérapeutique n'est donc pas tout à fait exceptionnelle, mais elle n'est pas non plus tout à fait courante. Pas tellement pour des raisons techniques. Dans les interviews qu'il donnait au moment où il a relancé son programme de transplantations cardiaques, le professeur Georges Primo expliquait toujours aux journalistes quelque peu incrédules que la greffe en question était loin d'être la chirurgie la plus complexe qu'il pratiquait. Réparer les déficiences congénitales du cœur d'un bébé est infiniment plus ardu. En fait, les difficultés se trouvent surtout en amont et en aval de la procédure.

En amont, la pénurie d'organes est certes un problème et les campagnes récentes le rappellent volontiers. Mais il serait infiniment trop réducteur de n'imputer cette situation qu'aux refus de dons de la part de proches d'une personne en coma dépassé. La cause principale de la pénurie est... la sécurité routière. Pour pousser le cynisme plus loin encore, on devrait dire que la faute en est surtout au port du casque par les motards. L'oublier serait une fois encore se tromper d'ennemi... D'une certaine manière, il n'y aura jamais assez d'organes disponibles, tant les indications de la greffe peuvent s'étendre. Tout porte à croire que l'avenir est ailleurs, dans l'utilisation d'organes artificiels, ou peut-être d'organes animaux. Ce qui ne sera pas non plus facile à faire accepter par un certain public...

À ne pas oublier aussi: la nécessité de faire correspondre au moins dans une certaine mesure le profil immunologique du donneur et celui du receveur. Il y aura toujours des organes «perdus» parce qu'il n'y a personne pour les recevoir... La faute à pas de chance en quelque sorte.

Bien entendu, ceci amplifie encore la nécessité de maximiser la disponibilité d'organes, de diminuer autant que faire se peut les réticences (du corps

médical autant que des proches de victimes d'accidents) et de rendre inimaginables les refus, qu'ils émanent du donneur (tout le monde peut faire opposition de son vivant) ou de ses proches, consultés systématiquement, même si la loi permet de se passer de cette formalité.

Même si les campagnes en ce sens ne sont pas d'une grande utilité, elles ont au moins le mérite de rendre hommage à tous ceux qui se sont dévoués pour que les transplantations passent du mythe à la réalité, pour reprendre le titre du livre que Nicholas Tilney vient d'y consacrer¹.

Vivre comme avant

En aval, la difficulté majeure c'est de permettre au greffé de «vivre comme avant» pour utiliser la formule que d'autres (les opérées du sein) ont popularisée. À cet égard, les progrès médicaux ont été importants, même s'ils sont restés relativement discrets. Quelques exploits sportifs, même s'ils n'ont aucune valeur de preuve scientifique, sont là pour l'illustrer. Emblématique: la prestation d'un des premiers greffés de Georges Primo participant (un peu contre l'avis du chirurgien...) aux 20 kilomètres de Bruxelles. Depuis, ce jogging est presque devenu un rituel annuel. Et des greffés du foie se sont fait photographier au sommet du Kilimandjaro. Encore une fois, ils ne constituent qu'une exception. Mais la règle n'en est pas moins que de plus en plus de greffés reprennent une vie parfaitement comparable à celle de personnes souffrant d'une maladie chronique bien maîtrisée.

Certains avancent des chiffres pour l'illustrer, des longueurs de survie, des places sur des échelles de qualité de vie. Qu'importe, dans le fond, dans la mesure où il est strictement impossible de comparer scientifiquement la situation de celui qui est greffé et ce qui serait la sienne s'il ne l'était pas.

Alors il faut se contenter des témoignages de ceux qui sont passés par là et qui ne se font jamais prier pour clamer leur reconnaissance tant à ceux qui les ont soignés qu'à ceux qui leur ont donné un organe salvateur. Ou qui ne s'y sont pas opposés.

Jacques Poncin

Italie

Tueurs en série et sectes sataniques

Des crimes horribles commis récemment par des jeunes ont mis le pays en émoi. D'autant plus qu'ils l'ont été lors de rituels accomplis au sein d'une secte... satanique. Au-delà de ces cas graves mais isolés, l'opinion publique s'interroge sur les raisons du succès grandissant que recueillent auprès des 15-25 ans, les petits groupes sectaires à caractère satanique.

L'Italie a découvert ces derniers mois qu'elle recelait elle aussi des tueurs en série. Et pas n'importe lesquels. Au début de cet été, la police arrête un jeune lombard qu'elle accuse d'avoir assassiné son ex-fiancée. Un crime passionnel? Pas vraiment. Le présumé assassin appartient au «Bestie di Satana» (les Bêtes de Satan, ndr) «un clan de jeunes exaltés par les sorcières, le heavy metal, les drogues lourdes, la bière au LSD»¹.

Mis sous pression, il finit par révéler aux enquêteurs, incrédules, que deux autres jeunes, appartenant à un petit groupe musical –«The Circus of Satanis»– ont été «sacrifiés lors d'un rituel satanique»². Il évoque aussi des cérémonies nocturnes, autour d'un pentacle³, avec pour but «de faire disparaître des personnes»⁴.

Du coup, enquêteurs et magistrats s'interrogent sur des connexions éventuelles entre ces déclarations et d'autres dossiers toujours à l'instruction: ceux relatifs, par exemple, à un suicide et à un accident suspects qui ont eu lieu dans la même région. Du coup, ils décident d'exhumer des affaires plus anciennes encore: celles

concernant deux *teenagers* qui fréquentaient aussi le «Circus of Satanis» et qui disparaissent mystérieusement un jour de janvier 1998. Leurs corps ont été retrouvés récemment, enfouis dans un bois.

À l'évocation de ces faits, il est difficile de ne pas songer à un dossier qui n'en finit pas de défrayer la chronique depuis plus de trente ans: celui du «monstre de Florence» à qui l'on attribue les assassinats de huit couples entre août 1968 et septembre 1985 selon un *modus operandi* presque toujours identique: le tueur surprend des jeunes gens en train de flirter dans une voiture, il abat le garçon avant de traîner à l'extérieur sa partenaire qu'il massacre à coups de couteau, portés surtout dans la zone des seins et du pubis. L'œuvre d'un psychopathe, d'un tueur en série? À l'époque des faits, le pays a d'autres démons à fouetter: les agissements des activistes d'extrême droite et d'extrême gauche occupent plus qu'à leur tour la Une des médias, alors que dans l'ombre, les services de renseignement, la loge P2 et la mafia complotent contre la république (lire à ce propos l'encadré).

Juan Paparella, Sans titre, 1998.

En février 1992, un homme finit sous les verrous. Il s'agit de Pietro Pacciani, un paysan qui vit près de Florence. Il proclame son innocence mais finit par être condamné à la perpétuité. C'était donc lui le «mostro»? À voir. La cour d'Appel l'absout pour insuffisance de preuves. Entretemps, toutefois, certains se demandent s'il n'y aurait pas un mais plusieurs «monstres». Car des langues ont fini par se délier. Ainsi, une prostituée affirme avoir fourni ses «services» à des personnes qui auraient évoqué en sa présence «des rites, des orgies, des séances de magie noire»⁴. Parmi celles-ci, deux amis de Pacciani... que la cour d'Assises de Florence condamne en 1997 pour plusieurs des homicides commis par le «monstre» ou plutôt les «monstres». Qui seraient donc au moins trois, car la cour de Cassation a annulé, en 1996, la sentence absolutoire prononcée à l'encontre de Pacciani, lequel décède peu de temps plus tard emportant avec lui bien des secrets. En 1999, lors d'un nouveau procès en Assises, les peines sont substantiellement confirmées à l'encontre de ses deux probables complices. Affaire classée? Pas tout à fait. Car des zones ➤

¹ Transplant, from Myth to Reality, Yale Univ. Press, 2003.

* Ndlr: Espace de Libertés s'était engagé à revenir sur ce thème qui avait déclenché une polémique lors d'un précédent article (EdL n°322).

¹ L'Espresso, 24 juin 2004.

² Idem.

³ L'étoile à cinq branches, l'un des symboles les plus connus de l'occultisme.

⁴ Carlo Lucarelli, Nuovi misteri d'Italia, I casi du blu notte, Ed.Einaudi, Torino, 2004, p.123.

⁵ L'Espresso, 1^{er} avril 2004.

⁶ Idem.

⁷ Émission TV7, Rai1, 1^{er} octobre 2004.

⁸ Unomattina, Rai1, 30 septembre 2004.

«Quelques irréfutables vérités» La stratégie de la tension

Lorsqu'en novembre 1989 –il y a donc tout juste quinze ans–, la maladie le contraint à mettre un point final à son œuvre, Leonardo Sciascia n'imagine pas l'ampleur du séisme politique qui se prépare en Europe et en Italie. Admirateur de Manzoni et de Pirandello, de Voltaire et de Diderot, esprit éclairé et libre, écrivain érudit et universel, sans doute ne croit-il pas à l'existence d'une quelconque justice immanente qui pourrait expliquer *a posteriori* la fin de la Démocratie chrétienne, ce parti qu'il ne cessera de pourfendre –tout comme les collusions entre l'Église et l'État– dès lors qu'il incarne le pouvoir dans toute sa perversion, celui qui corrompt et aliène. À commencer par sa Sicile natale, cette «métaphore de l'Italie», où l'instituteur devenu homme de lettres s'attaque à une plante malfaisante qui, sournoisement, étend ses racines sous la société pour mieux l'étouffer. Très tôt, en effet, il entame une course contre la mort, contre la mafia.

Le professeur Laurana en fait la tragique expérience dans «*À chacun son dû*». Une histoire de mari trompé sert de prétexte à une immersion circonspecte dans les eaux troubles de la société sicilienne où frayent des personnages à facettes multiples: ordinaires, en apparence seulement, les voilà qui d'un geste, d'un mot, d'un silence, décrètent une sentence, sans appel. Pour dérouler son récit, Sciascia utilise l'intrigue policière: une «couverture» récurrente dans ses écrits, reflet d'une intelligence raffinée –que révèle aussi un succulent sens de la dérision– qui lui permet de mieux approcher et de démasquer l'ennemi: «*Ce qui frappe surtout est la manière (...) elliptique dont il mène son récit (...) c'est, surtout, entre les lignes, le pouvoir politique détenu et géré par une Démocratie chrétienne alors dominante (...) qui est directement mis en question*»

rappelle Mario Fusco qui a traduit les *Oeuvres complètes*¹.

Un thème presque obsessionnel traverse ces dernières que le lecteur retrouve dans *Le contexte*: récit angoissant, sombre, prémonitoire² où l'inspecteur Rogas enquête sur les assassinats de magistrats imputables, probablement, à l'*Onorata società* mais pas seulement. Évocation à peine dissimulée de ce «gouvernement de l'ombre» insaisissable –où se croisent agents du renseignement italiens et étrangers, tueurs de Cosa Nostra, membres de loges maçonniques mutantes et mandataires politiques dévoyés– qui tenta de phagocyter le système démocratique, ce roman suscita une polémique inexpiable à sa sortie car l'auteur y critique le froid réalisme des dirigeants du Parti communiste italien prêts à un «compromis historique» avec la Démocratie chrétienne, qui dégage des relents de compromission.

Romancier, essayiste, nouvelliste, Sciascia intervient aussi sur les problèmes de la société via des articles qu'il publie dans les principaux journaux du pays, rassemblés dans *En future mémoire*, ouvrage posthume. Il y écrit, de guerre lasse: «*Je ne suis pas infaillible mais je crois avoir dit quelques irréfutables vérités (...) j'ai bien des choses à me reprocher et à regretter, mais rien du côté de la mauvaise foi, de la vanité et des intérêts particuliers*». Des propos qui dans l'Italie de Forza Italia et de Silvio Berlusconi n'ont rien perdu de leur actualité.

S. C.

¹ Leonardo Sciascia, *Oeuvres complètes*, éditions établies, préfacées et annotées par Mario Fusco, Fayard, Paris, 2002, 3 tomes, 4123 pages, 177,5 €.

² Porté à l'écran sous le titre: *Cadavres exquis*.

d'ombre subsistent, entre autres au sujet du mobile des crimes qui reste nébuleux. Mais que pourraient éclairer les récentes découvertes réalisées par les enquêteurs et qui mèneraient à un pharmacien et un médecin,

soupçonnés d'être les commanditaires. Ils auraient constitué, peut-être avec d'autres notables non identifiés à ce jour, «une organisation pyramidale pratiquant des messes noires»⁵ et auraient demandé à Pac-

ciani et ses acolytes de leur fournir des «*fétiches humains pour les immoler pendant des rites*»⁶.

Dans ce dossier, il y a pour l'heure huit personnes sous les verrous. La justice leur impute quatre homicides. Il y a aussi dans leur sillage un suicide et cinq autres morts suspects⁷.

Au-delà des péripéties de cette ténébreuse histoire, l'opinion publique et les autorités italiennes s'inquiètent du succès grandissant recueilli par des sectes sataniques auprès des adolescents. Selon une étude réalisée par l'Institut d'études économiques et sociales, il y aurait dans la péninsule environ 650 groupes sectaires à caractère satanique rassemblant au total environ 5 000 personnes. Les publics cibles? Soit des adolescents en perte de repères, soit des jeunes déjà intégrés dans la vie active à la recherche de sensations fortes.

«On y retrouve des jeunes souvent en proie au désarroi, au mal-être. Au début, pour eux c'est comme un jeu mais ils n'imaginent pas les dangers qu'il recèle»⁸ explique Marco Strano, policier et psychologue. Le phénomène inquiète tellement qu'il a conduit les autorités et les familles des victimes à se mobiliser. Ils viennent tout juste de créer un «guichet antidémon» joignable via une *hot line* qui permet de fournir une aide à ceux qui sont confrontés au problème qui requiert une approche pas simplement judiciaire.

Sergio Carrozzo

Sergio Carrozzo est décédé le dimanche 17 octobre à l'âge de 45 ans. Collaborateur extérieur fidèle –et depuis longtemps– d'*Espace de Libertés*, Sergio s'est toujours montré d'une grande vigilance dans les sujets de société qu'il traitait, dans une approche à la fois humaine et humaniste, dans le respect, toujours, de la justice sociale. Sa rigueur et son ouverture d'esprit manqueront désormais à *Espace de Libertés*.

La rédaction présente à sa famille et à ses proches ses plus sincères condoléances.

Dans son dernier ouvrage *La démocratie mise en scène*, le sociologue de la VUB Mark Elchardus¹, estime que «la forme contemporaine de la démocratie représentative n'est plus adaptée à la société symbolique et ne peut donc résister aux dangers de la démocratie mise en scène»². Ce constat d'une nécessaire refonte de notre système démocratique, s'il n'est pas unique³, n'en est pas inintéressant pour autant.

Le livre est centré sur le concept de société symbolique, concept qu'Elchardus préfère à ceux de société de la connaissance ou de société de l'information. Dans la société symbolique, les institutions de contrôle

Anish Kapoor, *Melancholia*, Mac's - Grand Hornu, jusqu'au 6 mars 2005 (Lille 2004).

traditionnelles, comme la famille, la religion... ont perdu leur influence au profit des écoles, de la publicité et des médias. L'auteur s'attarde principalement sur la dénonciation de l'omnipotence et de la dérive des médias qui courent derrière l'audience et ne privilégient plus que la forme, négligeant le fond. Cette dérive est passée en politique où le rôle des «spin doctors», les conseillers en communication, est devenu plus important que celui des idéologues. Sur ce thème, l'observation que nous pouvons faire de la dernière campagne électorale est parfaitement exemplative. En Belgique

La fin de la démocratie représentative?

francophone, les affiches des trois principaux partis ne reprenaient que la tête et le nom du candidat avec le numéro de la liste du parti auquel il appartenait. De slogan il n'était pas question. Quant à la clarification de l'enjeu des élections, comment pouvait-il se faire alors qu'il n'était indiqué nulle part si la personne souriante représentée sur

ne sont pas, vues ainsi, l'aboutissement d'un processus naturel. Elles sont la conséquence d'une stratégie politique poursuivie systématiquement sur une longue période»⁵.

On soulignera par contre la pertinence de l'analyse d'Elchardus quand il dit qu'«aujourd'hui, non seulement la fin de la démocratie représentative se dessine mais aussi celle de la souveraineté du peuple. De plus en plus de décisions sont prises par des porteurs d'autorité non élus. Le juridisme, la technocratisation et la dérégulation –comme on l'appelle– réduisent l'espace de la politique et de la démocratie»⁶. Ce constat général peut être illustré par les grands financiers qui se réunissent à Davos mais également par la «société civile». L'auteur s'interroge d'ailleurs très justement sur la pertinence d'encore parler de démocratie représentative quand le poids des ONG et autres mouvements sociaux dépend finalement également plus de leur image, de leur expertise et de leur campagne médiatique que du nombre réel de personnes qu'ils représentent.

Les nombreux constats posés par Elchardus débouchent malheureusement sur une conclusion fort maigre et décevante: «*La souveraineté du peuple doit surtout se renforcer dans l'environnement immédiat du citoyen et dans des matières pour lesquelles il peut se baser sur son expérience et non sur les médias. Le quartier semble l'environnement ad hoc*»⁷, d'autant qu'elle n'est pas assortie d'une vision plus large, à l'image du slogan altermondialiste «Agir local en pensant global».

Julien Dohet

¹ Coll. La Noria, Bruxelles, Labor, 2004, 190p.

² p.129.

³ Voir notamment l'essai fortement médiatisé d'Alain Destexhe, Alain Eraly et Eric Gillet, *Démocratie ou participation? 120 propositions pour refonder le système belge*, Labor, 2003 ainsi que l'article d'Émile Peeters, «Démocratie ou démocratie. Illusions démocratiques». In *Espace de libertés* n°322, p.24.

⁴ Voir sur cette question les deux études de Geoffrey Gueuens, *L'information sous contrôle. Médias et pouvoir économique en Belgique* paru chez Labor en 2002 et *Tous pouvoirs confondus. État, capital et médias à l'ère de la mondialisation*, paru chez EPO en 2003.

⁵ p.88.

⁶ p.165.

⁷ p.171.

Dans les douves de l'Europe

Cachez cette immigration que je ne saurais voir! L'idée d'implanter des centres de réfugiés en dehors de l'Union fait son petit bonhomme de chemin. L'Afrique du Nord sera le nouveau rempart de la forteresse Europe.

Disons-le sans ambages. La polémique a pris un tour simpliste lorsqu'elle s'est braquée sur une expression douloureuse: «camps de concentration». Ces mots à la graphie de barbelés avaient déjà hérisse pas mal de monde à Thessalonique, en juin 2003, où les Britanniques avaient mis sur la table et de manière radicale le projet de déplacer les contrôles migratoires en dehors des frontières de l'Union européenne. L'idée participait d'un débat déjà ancien puisque un an auparavant, cette fois à Séville, Londres et Madrid avaient fait le forcing pour lier l'aide au développement à la bonne volonté dont feraient preuve les pays tiers dans le contrôle de l'immigration illégale.

Ce que l'on sait moins, c'est qu'il y a belle lurette que l'Union européenne fait le tri entre «bons» et «mauvais» immigrés en dehors de ses frontières. En 1999, j'avais eu l'occasion de pénétrer dans le «camp» de Gyor, ville de l'ouest de la Hongrie, où étaient rassemblés en permanence quelques centaines de clandestins. C'était des malchanceux qui s'étaient fait cueillir en tentant de franchir l'ancien Rideau de fer. Ils végétaient dans ce lieu malgré tout ouvert, où ils n'avaient rien d'autre à faire que d'attendre les services d'un interprète pour tenter de plaider l'obtention du statut de réfugié politique. La complexité de la langue hongroise n'arrangeait rien à l'affaire. Le colonel qui dirigeait les lieux pratiquait un certain humour: «*Ce qui a changé par rapport à la guerre froide? s'amu-*

sait-il, *c'est qu'aujourd'hui, nous n'avons plus le droit de leur tirer dessus*». De chasseurs, les policiers de l'endroit s'étaient convertis en ronds-de-cuir. Ils géraient les demandes d'asile dans un va-et-vient constant d'immigrés issus de plus de septante pays de la planète Misère. L'énorme majorité était promise à y retourner.

Comme aujourd'hui l'Autriche finance le système pénitentiaire roumain pour que Bucarest garde au pays ses criminels, l'Union européenne exigeait alors des Hongrois qu'ils participent à la lutte contre l'immigration illégale en barrant l'accès à son territoire. La Hongrie négociant son adhésion, elle se pliait bon gré mal gré aux exigences de Bruxelles. Aujourd'hui, le grand élargissement a eu lieu et Gyor ne rassemble plus les clandestins. D'autres s'en chargent, de l'autre côté des frontières de l'Union des Vingt-Cinq. À l'est, et sans doute bientôt au sud.

«*Camps de concentration pour réfugiés*»? Louis Michel a, lors de son audition devant le Parlement européen, le 6 octobre dernier, refusé cette sémantique qui, il est vrai, ne résout rien. Ni le travail de l'Office des étrangers, ni les lieux de rassemblement hors frontières comme celui de Gyor, ni a fortiori des centres à la Sangatte ne suffiront à régler la question des flux migratoires. Et le nouveau commissaire à la Coopération et à l'Aide au développement de rappeler que c'est en luttant contre la pauvreté là où elle sévit qu'on évitera le grand exode. Reste à trouver la volonté politique et les moyens.

Panique européenne

En attendant, l'Europe s'émeut et c'est dans une sorte de mouvement

de panique qu'elle se montre désormais toute prête à confier à un État aussi peu respectueux des droits de l'Homme que la Libye la charge de sélectionner quel migrant a le droit ou non d'entrer dans sa forteresse. Le Haut commissariat aux réfugiés, qui est favorable au développement de la protection des réfugiés à proximité de leur région d'origine, rappelle en passant que «*cela ne doit pas absoudre les États membres de continuer à offrir l'asile sur leur territoire*»...

Ce point de vue chèvrechoutiste ne clôt pas le débat. Au contraire. Plusieurs éléments indiquent que l'Union européenne finira par installer ce qu'elle appelle des «centres» –l'appellation a le mérite d'être politiquement correcte– en Afrique du Nord. Il y a d'abord le ras-le-bol italien. La péninsule n'en peut plus de ces images de corps flottant dans la Méditerranée, de ces embarcations de fortune échouant sur les côtes de la petite île de Lampedusa. Ils seraient plus de dix mille à avoir tenté de franchir les frontières du pays depuis le début de l'année. En tout, plus de 1 100 corps ont été repêchés. Rome est impuissante, ulcérée, et le fait savoir au reste de l'Union. La statistique est précieuse lorsqu'elle nourrit le pathos.

L'Italie, avec l'Allemagne qui avait pourtant contré les prétentions de Tony Blair à Thessalonique, reprend ainsi le flambeau de la délocalisation migratoire. Le moment lui est d'autant plus favorable que les relations entre le monde occidental et la Libye vont se réchauffant. Les États-Unis venaient à peine d'annoncer la levée des sanctions contre Tripoli que l'Europe s'appêtait à leur emboîter le pas. Or la plupart des clandestins qui échouent sur les plages des Pouilles viennent de Libye.

Sous la pommade, l'attitude européenne est comme souvent mi-réaliste, mi-cynique. Début octobre, la Commission a fait elle aussi un pas important en direction de l'implantation de structures destinées à traiter l'immigration illégale en Afrique du Nord. Ce devrait être le déclic d'une politique appelée à connaître de beaux jours. Bruxelles n'aime pas le mot «camp» mais accepte du bout des lèvres la dénomination «centre de réfugiés». En 2005, elle lancera au moins un projet pilote en Tunisie, au Maroc, en Mauritanie, en Libye et en Algérie. Le concept prétend légaliser l'immigration: si le migrant ne pénètre plus sur le territoire de l'Union sans autorisation, il n'est forcément plus un illégal susceptible d'alimen-

ter le trafic des êtres humains. CQFD. La loi est sauve. La Commission lave plus blanc que blanc.

Dans un premier temps, Bruxelles consacra un million d'euros à la mise en place d'une structure susceptible de recevoir les demandeurs d'asile et les migrants économiques «dans la dignité». Moyennant quoi, elle exige que Tripoli ratifie la Convention de Genève de 1951 sur les réfugiés. Ce premier pas en douceur devrait rapidement tourner au petit trot puisque l'Italien Rocco Buttiglione, le futur commissaire à la Justice, aux Libertés et à la Sécurité*, ne cache pas sa sympathie pour cette formule. Il sera probablement l'homme qui «*excentra les centres de réfugiés*».

Du côté des gouvernements, la demande italienne de fournir du matériel militaire non offensif (hélicoptères, vedettes...) à la Libye afin de contenir les immigrés sur la côte africaine a reçu l'oreille attentive des capitales européennes. Le feu vert donné, d'autres pays devraient rapidement en faire autant. L'Espagne ne restera pas longtemps les bras croisés, confrontée qu'elle est chaque jour à l'arrivée de nouveaux clandestins par le détroit de Gibraltar.

Schizophrénie européenne

L'Europe est dans une situation schizophrénique. D'un côté, elle prêche

le respect des droits de l'Homme, de l'autre, elle refuse de partager son confort matériel avec ces nouveaux damnés de la Terre. D'une part, elle doit lutter contre son vieillissement, de l'autre, elle ne veut pas prendre le risque financier et culturel d'accueillir les centaines de milliers de gens qui seront demain nécessaires à son fonctionnement. Avec un bémol toutefois: ces centres pourraient lui offrir l'occasion d'organiser un formidable *brain drain*, sélectionnant les compétences dont elle a besoin tout en vidant le continent africain de sa matière grise.

Oui, l'Europe est bien dans une situation schizophrénique. Celle qui pourvoit 55% de l'aide au développement pour l'ensemble de la planète se voit acculée à confier à des régimes pas toujours fréquentables le soin de faire le sale boulot. Faute d'avoir mené une politique d'immigration concertée depuis des décennies. Elle invoque les droits de l'Homme tout en sachant qu'il faudra au moins une génération aux Libyens ou aux Tunisiens pour ingérer des notions qui leur sont culturellement étrangères. Un problème semblable à celui que rencontre aujourd'hui la Turquie où, nous dit la Commission, la torture n'est plus «systématique». Il ne suffit pas à Ankara d'édicter des lois. Il faut encore que celles-ci rencontrent l'entendement de ceux qui sont censés les appliquer.

Nombre de questions restent enfin sans réponse. Qui examinera les procédures d'appel? Qui sera chargé de renvoyer vers leur pays d'origine les candidats à l'asile déboutés? Quel État membre, au contraire, accueillera les «heureux nominés»? Une chose est sûre: les critères de sélection seront impitoyables. Car pour prétendre faire fonctionner efficacement ces centres de réfugiés, les Vingt-Cinq devront d'abord harmoniser leurs procédures d'immigration, comme l'ont fait remarquer des ONG. À ce petit jeu, les plus sévères donneront le ton aux autres. Loin des regards, les pays d'Afrique du Nord mettront beaucoup de zèle à faire appliquer le règlement qui en résultera afin de s'attirer les bonnes grâces de la pudique Europe. Pour les migrants, s'adresser à ces structures signifiera neuf fois sur dix l'assurance d'être renvoyés à la case départ sans avoir tenté l'aventure européenne jusqu'au bout. Les trafics d'êtres humains ont encore de beaux jours devant eux. ■

Pascal Martin

* Ndlr: rappelons que sa nomination a été rejetée par 27 voix contre 26 par la Commission des Libertés civiles du Parlement européen.

Le bateau-avorteur au Portugal

«Women on Waves» fait des vagues au pays de Fatima

Durant deux semaines, le *Borndiep* est resté au large de Figueira da Foz. Le gouvernement conservateur portugais a envoyé des frégates de guerre pour l'empêcher de traverser les eaux territoriales. Mais il n'a pu endiguer la houle médiatique. L'avortement est à nouveau inscrit à l'agenda politique.

Margaret Moore, 55 ans, est à nouveau du voyage. C'est la troisième fois que cet ancien agent du FBI accompagne l'association *Women on Waves* (WOW) pour former les bénévoles à la sécurité. Sur l'immense plage de Figueira da Foz, sous le soleil de septembre, elle donne ses dernières consignes de sécurité aux 35 bénévoles: «En Pologne l'année dernière, nous avons été infiltrés par une fausse journaliste. Nous sommes sûrement sur écoute, alors ne dites rien au téléphone, faites attention aux sms et aux e-mails que vous envoyez. Quand vous vous rendez à la "maison" (l'auberge de jeunesse qui sert de QG), faites attention de ne pas être suivis. N'allez pas systématiquement manger au bistrot d'à côté, même s'il est le moins cher de Figueira».

Margie, comme tout le monde l'appelle affectueusement, connaît bien les militants anti-avortement. Elle a assuré, durant 23 ans, la sécurité des cliniques qui pratiquent l'IVG aux États-Unis contre les «extrémistes qui sont prêts à tuer un médecin pour "sauver" un fœtus».

Lors du premier voyage de WOW en Irlande en 2001 et du second en Pologne, l'année dernière, les associations *pro-life* locales dopées financièrement par *Human Life International* étaient présentes, parfois agressivement, avec des *skinheads*.

affréter un bateau battant pavillon néerlandais avec une clinique mobile (agrée par le ministère de la Santé néerlandais) pour se rendre dans les pays où l'IVG est toujours interdite. L'idée étant d'embarquer les patientes dans le port et de les emmener en dehors des eaux territoriales pour y recevoir la pilule abortive RU 486 (jusqu'à six semaines et demie de grossesse). La clinique mobile est équipée pour effectuer de vrais avortements, mais la secrétaire d'État à la Santé néerlandaise (chrétienne dé-

Rebecca Gomperts, la fondatrice de *Women on Waves*, sur le *Borndiep*, au large de Figueira da Foz.

Un problème de femmes pauvres

Humain Life International, la plus grande association anti-avortement américaine, a déclaré la guerre à WOW. À coups de dollars et de prières. Le 25 décembre de cette année, les neuf mois d'imprécations contre les avortements devraient porter leurs fruits, promet leur site internet. Neuf mois contre la «trinité mécréante»: l'avortement, la contraception et l'éducation sexuelle. Ces trois thèmes sont justement ceux que défend Rebecca Gomperts, 38 ans, fondatrice de WOW. Ce médecin spécialisé dans les avortements, a imaginé

mocrate), Clemence Ross, a limité le rayon d'action de la clinique à 25 kilomètres autour d'Amsterdam. WOW attaque cette limitation qu'elle juge arbitraire devant les tribunaux néerlandais.

La présence du bateau relance également le débat politique sur l'avortement, l'accès à la contraception et à l'éducation sexuelle. Elle ébranle également l'opinion publique. Ainsi en Pologne, seuls 44% de la population se sont prononcés en faveur de l'avortement avant sa venue. Ensuite, ce taux est monté à 56%. «Douze points, se réjouit Rebecca Gomperts. Ce revirement est pour moi un suc-

cès. Le reste, la légalisation, devient l'affaire du parlement».

Dans l'Europe des 25, quatre pays interdisent encore l'avortement: l'Irlande, la Pologne, le Portugal et Malte.

«L'avortement effectué dans de bonnes conditions est une des interventions les plus sûres et des plus pratiquées au monde, explique Rebecca Gomperts. Aux Pays-Bas, où l'avortement est légal, seule une femme est décédée sur les 600 000 qui ont subi une IVG et encore, il s'agissait d'un problème d'anesthésie». Le danger réside dans les avortements clandestins. «Toutes les six minutes, dans le monde, une femme décède des suites d'une "IVG artisanale"».

Au Portugal, en 2002, cinq femmes sont mortes et 11 000 ont dû être hospitalisées avec des complications. «Il s'agit surtout des femmes pauvres. Elles n'ont pas de quoi se payer une intervention à l'étranger. Ici, au Portugal, un avortement clandestin coûte entre 400 et 700 euros, alors que le salaire minimum représente 370 euros». Dans les journaux locaux, des petites annonces vantant les cliniques espagnoles à deux pas de la frontière pullulent. Certaines proposent même de venir chercher les patientes en ambulance. Un bon business. Pourtant, la loi espagnole autorisant l'avortement ressemble très fort à la portugaise. Il n'est autorisé que quand la santé de la mère est en danger. Mais les Espagnols y incluent très largement la santé mentale. Ce qui n'est pas le cas au Portugal. Celina, une des bénévoles qui décroche le téléphone de WOW, s'énervait. L'indignation scintille dans ses yeux. «J'ai eu une dame au téléphone, elle souffrait d'une importante dépression et avait pris toutes sortes de médicaments dangereux pour le fœtus. Mais son médecin lui a déclaré qu'elle devait mener sa grossesse à terme». Plus d'une centaine de femmes en détresse ont appelé. Des femmes qui, souvent, avaient déjà deux ou trois enfants et ne pouvaient plus s'en permettre un de plus. Certaines craignaient la fureur de leur mari parce qu'elles «n'avaient pas fait attention».

Le gouvernement a utilisé également l'intimidation. Quand, le 28 août, le bateau-avorteur *Borndiep* affrété par WOW est arrivé au large de Figueira da Foz, Paulo Portas, le ministre chrétien-démocrate de la Défense, a envoyé deux frégates de guerre pour empêcher l'accès aux eaux territoriales. «C'est la moitié de la flotte portugaise! commente Francisco Louçã, parlementaire de l'opposition de gauche. Comme si la sécurité de l'État était menacée par un équipage de six personnes et une clinique-conteneur». Cette action musclée a cependant provoqué une véritable tempête médiatique. Plus de 700 articles ont été publiés sur le sujet. Durant quinze jours, les chaînes de télévision n'ont pratiquement parlé que du *barco do aborto*. «En fait, cela a été bien plus efficace au niveau de l'opinion que si le gouvernement avait tout simplement laissé entrer le bateau», se réjouit Marjan Sax, politologue et bénévole à WOW. Francisco Louçã partage cet avis.

En 1998, le parlement avait adopté une loi plus souple sur l'avortement,

(deux médicaments utilisés pour les affections gastriques) équivalait à l'«incitation au crime» selon la loi portugaise. Elles ont donc écouté et noté les numéros. Renate, une Néerlandaise, les rappelait avec les précieux conseils. Elle a pris un fameux risque car les écoutes téléphoniques restent fréquentes au Portugal. Même pour des avortements, comme le confirme Graça Moto Pinto, avocate. Elle a défendu une infirmière qui a été condamnée à sept ans et demi ans de prison pour avoir pratiqué des avortements clandestins. «Ces procès sont ceux de l'intimidation. Ils sont très médiatisés. On y appelle jusqu'au chauffeur de taxi pour témoigner. Mais, ce sont toujours les femmes pauvres qui y comparaissent. Ou les infirmières. À ma connaissance, aucun médecin n'a été inquiété». Dans son bureau à Porto, elle évoque les perquisitions qui ont eu lieu chez sa cliente. «En 25 ans de barreau pour des affaires criminelles, je n'ai jamais vu un tel déploiement de forces. Ils sont venus trois fois pour trouver des instruments qui auraient pu servir à une IVG». Un médecin qui pratique des avortements clandestins évoque les examens médicaux pratiqués à la sortie des «cliniques» secrètes. Une autre intimidation. Il faut savoir qu'au Portugal, les patientes risquent, elles aussi, trois ans de prison. «Vingt-cinq femmes ont été condamnées de la sorte», souligne Celina.

Le gouvernement a utilisé également l'intimidation. Quand, le 28 août, le bateau-avorteur *Borndiep* affrété par WOW est arrivé au large de Figueira da Foz, Paulo Portas, le ministre chrétien-démocrate de la Défense, a envoyé deux frégates de guerre pour empêcher l'accès aux eaux territoriales. «C'est la moitié de la flotte portugaise! commente Francisco Louçã, parlementaire de l'opposition de gauche. Comme si la sécurité de l'État était menacée par un équipage de six personnes et une clinique-conteneur». Cette action musclée a cependant provoqué une véritable tempête médiatique. Plus de 700 articles ont été publiés sur le sujet. Durant quinze jours, les chaînes de télévision n'ont pratiquement parlé que du *barco do aborto*. «En fait, cela a été bien plus efficace au niveau de l'opinion que si le gouvernement avait tout simplement laissé entrer le bateau», se réjouit Marjan Sax, politologue et bénévole à WOW. Francisco Louçã partage cet avis.

En 1998, le parlement avait adopté une loi plus souple sur l'avortement,

mais le gouvernement a répliqué par un référendum, le premier organisé au Portugal. L'Église a largement mobilisé sur le «non». Celui-ci l'a emporté sur le fil. Mais seuls 30% de la population ont exprimé leur opinion. Au début de cette année, les militants du droit des femmes ont récolté 125 000 signatures afin d'organiser un nouveau référendum. «Les opposants sont arrivés avec 185 000 signatures pour nous contrecarrer, soupire Martha. Ils ont un pouvoir de mobilisation qui me fait peur».

La recette à l'antenne

Peur. Elle est diffuse mais présente partout durant ces quinze jours. Rebecca Gomperts ne craint rien. Pour faire entrer le *Borndiep* dans le port de Figueira, elle a attaqué le gouvernement en justice. La juge du tribunal administratif de Coimbra, après 14 heures de débats, n'a pas osé donner raison à WOW. Les caméras attendaient les réactions à la sortie du tribunal. Devant le journaliste médusé, Rebecca Gomperts explique qu'elle va malgré tout aider les femmes portugaises. Elle balance la «recette» d'un avortement par *Arthrotec* en direct sur l'antenne. Et invite les femmes qui cherchent des informations à visiter le site de WOW*. Miguel Ângelo de la chaîne d'information continue SIC «oublie» de traduire ce passage. Lors de la rediffusion, l'extrait est coupé. «Ni moi, ni la chaîne, ne voulions être poursuivis pour "incitation au crime"». Le lendemain, lors d'une émission-débat de grande écoute, Rebecca Gomperts récidive en montrant à l'antenne une boîte d'*Arthrotec* achetée sans prescription. «Depuis que la recette est sur notre site, nous avons 300 visites à la seconde».

C'en est trop pour l'*Associação Portuguesa de Maternidade e Vida*, une association *pro-life* soutenue par *Human Life International*. Elle a porté plainte pour «incitation au crime» et compte poursuivre son action aux Pays-Bas contre Rebecca Gomperts.

«Si j'ai peur? Non! rit-elle. Je continuerai toujours à me battre contre l'injustice».

Hermine Bokhorst

* www.womenonwaves.org

L'entretien de Jean Sloover avec Malou Julin

Thomas Paine, rebelle et citoyen du monde

Homme des Lumières demeuré dans l'ombre du pouvoir, cette grande figure oubliée des révolutions démocratiques reste d'une étonnante actualité...

Fabuleux destin que celui de Thomas Paine! Ce modeste intellectuel anglais, militant des droits de l'homme devient un des pères de l'Indépendance des États américains avant d'être accueilli comme un héros en France. Élu à la Convention, il participe à la rédaction de la nouvelle constitution avant d'être emprisonné sous la Terreur par Robespierre. Condamné en Angleterre pour propagande antimonarchiste, il regagne les États-Unis

milite contre la peine de mort et condamne l'esclavage. Moderne, il se prononce pour l'émancipation des Noirs et affirme l'égalité des sexes. Hostile au pouvoir de l'argent, fasciné par l'égalitarisme des Amérindiens, Paine écrit le premier texte syndical, lutte pour l'instruction gratuite et fustige l'égoïsme des nantis. Fidèle à ses principes au risque de se perdre, Thomas Paine est un rebelle de pur métal! À l'heure où nos démocraties maltraitées ne trouvent souvent, dans leurs élites, que des défenseurs chancelants, il faut être reconnaissant à Malou Julin¹ de nous faire connaître une figure comme celle-là...

Fervent démocrate et farouche républicain, Thomas Paine était violemment antimonarchiste. D'où lui vient cette acrimonie contre les royautes?

Malou Julin: Il a connu dans sa jeunesse certains avatars qui ne lui ont pas inspiré beaucoup de sentiments positifs pour le trône. Après l'échec de son expérience dans l'artisanat –il s'est essayé au métier de corsetier que pratiquait son père– il a tenté sans succès d'enseigner l'anglais, puis est devenu percepteur d'impôts, une activité qu'il a très vite jugé fort peu considérée et fort mal rémunérée. Il a alors tenté de fédérer ses collègues dans une sorte de syndicat corporatiste. Cette initiative militante –qui l'occupait davantage que ses livres de comptes...– lui a valu beaucoup d'ennuis et il a fini radié des cadres de l'administration pour travail insuffisant... De manière moins anecdotique, Paine était aussi le fils d'un quaker, cette secte protestante qui prêche le pacifisme, la philanthropie et la simplicité des mœurs.

Autant de principes de vie qui ne le prédisposaient pas favorablement à l'égard de l'armée impériale, des mécanismes peu démocratiques de la représentation parlementaire, des pesanteurs de la fonction publique royaliste, de la justice expéditive des tribunaux anglais, de la dureté de leurs lois pénales et des nombreuses exécutions sommaires pratiquées dans les prisons de Sa Gracieuse Majesté. Paine, en somme, résistant passif, faisait une sorte de rejet spontané du système anglais.

Un piètre soldat

Paine était-il quaker lui-même?

Il ne l'a jamais dit. Sa mère, de surcroît, était anglicane. Il a d'ailleurs dû se présenter comme anglican pour entrer dans l'administration fiscale.

Paine a pourtant des relations.

Il connaît notamment fort bien Benjamin Franklin qui représente les colonies anglaises d'Amérique à Londres. Les deux hommes se tiennent en estime mutuelle et lorsque, devant ses déboires professionnels, Paine décide de partir outre-Atlantique, Franklin lui rédige de chaleureuses lettres de recommandation. À cette époque, les sentiments républicains de Paine sont forgés et il débarque à Philadelphie en novembre 1774. Un moment évidemment crucial...

Quel rôle joue-t-il dans l'indépendance des États américains?

Un rôle décisif. Sur le plan des idées en tous cas. Car Paine, toujours dans les allées du pouvoir, n'exercera pratiquement jamais de mandat officiel. Paine s'enrôle d'abord dans l'armée continentale, mais il s'avère piètre soldat. Il est donc très vite désigné comme une sorte de correspondant de guerre, fonction dans laquelle il rédige une quinzaine d'articles intitulés *Crisis*. Ensemble, ces libelles forment un vibrant appel patriotique qui galvanise l'énergie et le moral des troupes plutôt dissipées commandées par George Washington. C'est dans ces écrits que Paine, le premier, avance l'idée et cite le mot d'indépendance. Jusque-là, personne, en Amérique, n'est disposé à s'affranchir de la métropole; les colons réclament quelques droits élémentaires mais cherchent plutôt un accord honorable avec Londres. C'est l'obstination de la Grande-Bretagne, sa

mauvaise volonté qui vont précipiter les événements et durcir l'hostilité de Paine à l'égard du roi George III qui fait barrage aux propositions d'ouverture des libéraux anglais. Ainsi, en 1776, Paine publie *Common Sense*, son plus célèbre pamphlet politique qui connaîtra un immense succès. *Common Sense*, longue réflexion sur la société et le gouvernement, est une condamnation sans appel de la monarchie: qu'elle soit héréditaire ou constitutionnelle, elle n'est jamais, dit Paine, qu'une usurpation!

C'est cette idée qui lui vaut sa renommée dans la France pré-révolutionnaire?

Paine a fait plusieurs voyages en France pour entretenir le soutien qu'elle accorde en sous-main aux insurgés d'Amérique. Paine est donc connu en France lorsque paraît *Common Sense* où il expose ses positions idéologiques. Le livre y circule énormément, même si son passage sur la monarchie est censuré. En 1787, Paine, qui estime que la Révolution américaine est en voie d'achèvement et que la démocratie s'installe en Amérique, considère que son modèle est mûr pour être exporté en Europe. Il se rend d'abord en Angleterre, mais sous le coup d'une condamnation, il s'échappe de justesse et fuit en France où il est accueilli comme un héros. Il est reçu partout et fréquente entre autres le salon de Sophie Condorcet où il rencontre des personnalités comme Adam Smith et Thomas Jefferson. L'Assemblée nationale lui accorde la nationalité française en août 1792 et il est élu peu après à la Convention nationale dont il devient un membre actif. Il participera au comité chargé de rédiger une nouvelle Constitution aux côtés, notamment, de Danton et de Condorcet.

L'Âge de Raison

Quels sont les rapports de Paine avec les chefs révolutionnaires?

Il a peu de rapports avec Robespierre; il se lie surtout avec les Girondins. Après Varennes, il fait partie de la commission qui décide du sort de Louis XVI. Paine souhaite que le Roi soit condamné, mais s'oppose à son exécution et suggère de l'envoyer en Amérique pour lui apprendre la démocratie. À partir de là, son influence s'étiole. Paine finira emprisonné sous la Terreur.

Certains auteurs² disent Paine –qui est à l'origine de la revendication

d'un revenu garanti pour tous les hommes– proche de Gracchus Babeuf avec qui il partagerait une même passion pour l'égalité.

À ma connaissance, ils ne se sont en tous cas jamais rencontrés.

Comment décririez-vous la personnalité de Paine?

Je crois qu'on peut avoir beaucoup de sympathie pour l'homme, mais celui-ci devait être assez difficile à vivre. C'est un esprit très indépendant, peu porté aux concessions. Il est demeuré fidèle à ses idées même lorsque cette intégrité allait à l'encontre de ses intérêts ou de son bien-être. Ami sincère et loyal, il devenait cependant féroce lorsqu'il se sentait trahi. Assez imbu de lui-même, peu respectueux des convenances bourgeoises, habillé comme un clochard, il aimait boire plus que de raison et exigeait de ses proches qu'ils se soumettent à son rythme de vie plutôt décalé. Il accepte le débat mais se montre peu accessible aux sentiments qui diffèrent des siens.

C'est pourtant un homme fort tolérant?

Paine estime que la diversité des opinions religieuses est la volonté de Dieu lui-même. Comme Voltaire, il est déiste: il croit à l'existence d'un Être suprême créateur de l'univers mais qui, depuis, n'intervient plus dans les affaires du monde. Cette posture religieuse –qu'il a exposée à la fin de sa vie dans *L'Âge de Raison*– a été mal comprise de ses contemporains. Ils ont regardé ses attaques contre les dogmes religieux, les Églises institutionnalisées et les croyances naïves entretenues par les clergés comme autant de blasphèmes d'un athée stupide là où Paine entend sauver les religions du Livre en les expurgeant des éléments irrationnels qui, selon lui, maintiennent le peuple dans l'ignorance. Bien que Paine n'attaque jamais personne, ce radicalisme religieux explique largement sa perte d'influence. Théodore Roosevelt, vingt-sixième président des États-Unis parlait de lui comme d'un «déplorable petit athée»...

Peut-on dire de Paine qu'il est laïque?

Bien qu'il croie en un Dieu créateur, Paine refuse effectivement la domination de l'Église, prône la séparation totale de la société civile et de la société religieuse et considère la religion comme une affaire strictement privée.

Un travail toujours inachevé...

Quels sont les rapports de Paine avec la franc-maçonnerie?

À la fin de sa vie, lorsqu'il habitait New York, Paine a été en rapport avec certains franc-maçons ainsi qu'avec plusieurs personnes proches de la loge. Il est notamment l'ami intime d'une famille française émigrée aux États-Unis, la famille de Bonneville. Bonneville est fervent maçon. En 1804, Paine rencontre Elihu Palmer, un ex-pasteur presbytérien qui a fondé la Société déiste de New York, familière des Jacobins et des idées de la Révolution française. Palmer donne des conférences au «Temple de la Raison» à Broadway. John Forster, un autre prédicateur rationaliste, invoque la déesse Raison. Palmer et Forster se saluent du nom de «Frères». Étaient-ils franc-maçons? C'est probable. Toujours est-il que Paine se joint à eux et rédige pour leur journal une série d'articles dans lesquels il s'attache notamment à mettre au clair les contradictions de la doctrine chrétienne...

Quand Paine retourne en Amérique en 1802, la jeune république a d'autres héros que cet obscur père fondateur resté confiné aux allées du pouvoir. *L'Âge de Raison* et sa brouille avec George Washington –que Paine accuse de l'avoir abandonné lorsqu'il était emprisonné en France– achèvent de le discréditer. Il demeure proche de Thomas Jefferson à qui il conseille d'ailleurs le rachat de la Louisiane, mais reste dans l'ombre. Il décède en 1809 à Manhattan. Même sa dépouille, dérobée par un disciple, disparaît: nul ne sait où Paine repose.

En quoi peut-il nous servir de modèle?

Paine, penseur fécond, est assurément un personnage très moderne dont plusieurs idées restent en chantier ou font toujours débat, même si c'est sous leurs appellations actuelles. Je pense à l'allocation universelle, à l'égalité des hommes des femmes, au droit de vote des étrangers, etc. Paine est aussi un grand défenseur du monde du travail et des peuples colonisés, deux combats loin d'être achevés...

Humaniste conséquent, il milite contre la peine de mort et condamne l'esclavage. Moderne, il se prononce pour l'émancipation des Noirs et affirme l'égalité des sexes.

© AFP/Viollet

aux premières heures du XIX^e siècle où il meurt misérable, ostracisé pour ses publications anticléricales...

Internationaliste avant la lettre, Paine bataille là où il lui semble que l'Histoire bascule et que la cause du peuple progresse face aux royautes héréditaires. Humaniste conséquent, il

Condorcet (1743-1794), aux côtés duquel Thomas Paine contribua à rédiger une nouvelle Constitution. École française, XVIII^e siècle - Paris, musée Carnavalet.

¹ Malou Julin, *Thomas Paine, Un intellectuel d'une Révolution à l'autre*, éditions Complexe, 190 pages. L'auteur est membre du CRISP.

² Laurent Geffroy, *Garantir le revenu - Histoire et actualité d'une utopie concrète*, éditions La Découverte/Maass, 2002, 204 pages.

Laïcs et laïques

Tout le monde parle de la laïcité. On s'en réclame et surtout, on l'interprète.

Paul Löwenthal, qui est le président du Conseil interdiocésain des laïcs catholiques de Belgique francophone, présente sa vision du problème dans un volume, *Pluralisme et État laïque*¹, qui en dit long sur les enjeux de la «question laïque», comme on va finir par l'appeler.

Critique de la hiérarchie

À la différence de la hiérarchie vaticane, Paul Löwenthal reconnaît le pluralisme comme une valeur «dans la mesure où aucune religion ou conviction ne maîtrise toute la réalité» (p.6). Il reconnaît aussi que «le pluralisme fait difficulté aux Églises».

Il se demande si l'Église catholique est prête à élargir sa vision de l'infailibilité (la formulation n'est pas bien radicale et on est loin des chrétiens se réclamant du libre examen) et il répond oui pour ce qu'il appelle l'Église vivante d'Europe occidentale et non pour la hiérarchie qui n'y est absolument pas prête (p.55).

Indiscutablement, Paul Löwenthal veut vivre une société pluraliste.

Religion et sphère publique

La question centrale que veut aborder Paul Löwenthal, c'est la séparation de l'Église et de l'État et son corollaire traditionnel pour les laïques, la séparation entre sphère privée et sphère publique.

Le sens de son livre est de montrer qu'on ne peut renvoyer purement et simplement la religion à la sphère privée et qu'au fond, l'État laïque vers lequel nous allons quasi inéluctablement, pose lui aussi son lot de problèmes. Pour Paul Löwenthal, «les tensions avec les cultures musulmanes sont davantage l'occasion que la cause d'une relance des tensions» (p.9).

Comme lui, je crois que les choses ne sont pas si simples. La victoire des laïques dans les esprits (mais pas toujours dans les institutions) des Européens ne va pas arrêter l'histoire et de nouveaux débats vont naître.

Pour le reste, je ne suis pas sûr que l'argumentation du laïc Paul Löwenthal convaincra les laïques. Elle pourrait même les inquiéter.

La vision chrétienne de l'homme a des implications morales, dit Paul Löwenthal, ce que je crois vrai, et le croyant est dans son rôle lorsqu'il défend ses principes «jusque dans la loi» (p.20), ce qui me pose déjà problème: c'est acceptable dans certains domaines mais dans d'autres, la loi doit organiser si nécessaire la liberté de chacun de vivre selon sa conscience. Elle n'a pas besoin de soldats de Dieu.

Désobéissance civile

Paul Löwenthal utilise un argument ancien selon lequel on ne peut séparer l'ordre divin de l'ordre humain et au fond, expose-t-il, les athées doivent comprendre cela parce qu'«aucun humaniste ne peut accepter que l'ordre moral se voie strictement subordonné aux contingences de l'ordre politique ou juridique» (p.23). Et donc puisque l'Église voit dans l'avortement un meurtre, elle peut en arriver à la désobéissance civile en défendant un tiers qui ne peut le faire. Bref ce serait le droit souverain à la révolte qui est celui proclamé par Antigone ou mieux à mon sens, la perplexité de Socrate devant une loi injuste qui guiderait l'irrédentisme catholique.

Pour les laïques, on confond ici deux ordres. En matière éthique, seule pose problème la contrainte faite aux individus et nulle ne peut être forcée à avorter. Au-delà, il faut convaincre (et bien sûr au nom de la foi le cas échéant). Sinon, on dissimule simplement son incapacité à admettre que

l'on ne peut imposer sa morale à l'intégralité du groupe, même lorsqu'on est majoritaire.

Je sais bien que la position d'Antigone –qui ne vivait pas en démocratie– peut être nécessaire mais un avortement n'est pas comparable à l'extermination des Juifs ou des Tsiganes - qui elle peut justifier la désobéissance et même bien plus, d'autant que la loi nazie n'était pas démocratique.

Dans toute autre hypothèse, on doit s'en remettre à une lutte pour la majorité et le pouvoir afin d'imposer sa propre norme à la minorité. Mais si on agit au nom de Dieu, pourquoi accepter d'être battu aux élections et de voir sa morale contredite par une nouvelle loi? La dictature chrétienne est de nouveau à nos portes.

Paul Löwenthal demande de légaliser l'objection de conscience face à certaines lois (p.86): ou bien ce n'est pas nécessaire quand on ne force personne ou bien, quitte à me faire incriminer pour procès d'intention, on songe à ancrer la morale chrétienne dans la Constitution.

Que la loi puisse être une souffrance est une vérité. Les laïques se l'avouent trop rarement même quand ils ont dû la braver (Peers...). Sans doute ont-ils une plus longue expérience de la loi injuste que les laïcs.

Allergie aux athées

Ce qui est irritant chez Paul Löwenthal, c'est sa perpétuelle croisade contre les athées, jusqu'à l'invention de débats imaginaires. Ainsi il faudrait des cours de morale distincts pour les agnostiques qui seraient enfin délivrés de ces affreux athées. Soyons sérieux: on essaie de nous faire prendre les agnostiques pour des religieux. C'est tout le contraire: en morale, rien ne distingue l'agnostique de l'athée. Leur différence est purement métaphysique.

Quant aux matérialistes, il s'agit, en fait, de les expulser de l'école du libre examen (p.83). Curieusement, Paul Löwenthal les assimile aux tenants de la vérité révélée chez les croyants. N'est-ce pas là chez lui la quintessence du consensus mou qu'il dénonce continuellement? Tout le monde serait gentil sauf les athées et le Vatican.

Paul Löwenthal veut un dialogue sans confusion et je lui donne raison. Continuons le dialogue au moins pour obtenir la clarté.

Patrice Darteville

Affirmations: Joyful and Creative Exuberance

Ou comment vivre une vie pétillante de bonheur...

Bien connu des laïques anglophones, Paul Kurtz, professeur honoraire de philosophie à l'université d'État de New York à Buffalo (États-Unis), vient de publier un petit ouvrage (en anglais) consacré au développement positif du potentiel personnel.

En termes simples et paragraphes courts, il passe en revue ce qui rend les gens heureux: l'épanouissement personnel, l'amour, les enfants, le sens donné à sa propre vie, les relations aux autres... et même la fin de vie.

Et il montre combien la vie de chacun(e) peut être riche, créatrice et exubérante en la basant simplement sur la raison, la sagesse au quotidien et le libre examen.

Mais Paul Kurtz nous donne aussi avec «Affirmations» un outil qui présente la laïcité et l'humanisme comme une conception de vie universelle, optimiste et positive. Il pense en effet qu'il est important pour le développement du mouvement laïque de présenter, tout en restant critique, une image positive. Et il termine avec enthousiasme: «...humanism can help humankind achieve a new stage of human development».

Édith Nagant

Prometheus Books - 59 John Glenn Drive, Amherst NY 14228-2197 - www.prometheusbooks.com - Email: marketing@prometheusbooks.com

Drogues

Une campagne pour ouvrir le débat

Le 23 septembre dernier, le CAL a lancé une vaste campagne de réflexion sur le thème «Commerce des drogues: réglementons, pour la liberté et la sécurité de tous».

L'objectif de cette campagne est d'ouvrir un débat éthique, lancer une réflexion de fond sur une question de société, briser les tabous pour reconsidérer la question des drogues sous un angle sanitaire, social... et pas seulement pénal.

La lutte répressive contre l'usage des drogues est un échec, les législations actuelles, essentiellement criminalisantes et discriminantes, sont incompatibles avec les valeurs défendues par le CAL: il y a en effet une inadéquation entre l'approche sécuritaire et prohibitionniste des drogues et le respect des valeurs de responsabilité, d'autonomie et de liberté individuelle.

La prohibition n'a pas réussi à éradiquer la circulation, le trafic, la vente, la consommation de drogues. Au contraire, les drogues sont de plus en plus présentes et facilement accessibles. La prohibition a même renforcé les problèmes sociaux, sanitaires, sécuritaires... plus qu'elle ne les a réglés. La première loi belge sur les drogues, votée en 1921, a été adaptée, modifiée, complétée par des arrêtés royaux. Pourtant, aujourd'hui, la confusion et l'insécurité juridique règnent.

La campagne du CAL s'articule sur un cycle de conférences-débats organisés en Communauté française et à Bruxelles en partenariat avec la Fédération des Associations de Parents de l'Enseignement officiel et la Fédération des Maisons de la Laïcité. Ces conférences-débats s'appuient sur le documentaire (32 minutes) *Drogues, questions ouvertes* réalisé spécialement pour cette campagne (voir encadré).

Le CAL dépose également sur la table une proposition juridique tout à fait novatrice. Cette proposition est le fruit d'un travail de longue haleine mené par la commission «drogues» du CAL, composée à la fois de juristes, de professionnels de la santé, de

sociologues... Le CAL propose que la Belgique mène une expérience scientifique de santé publique en matière de drogues d'une durée de six ans et de modifier la loi du 24 février 1921 concernant le trafic de substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques. Sont visés, le cannabis, la cocaïne, l'opium, les champignons hallucinogènes et les drogues chimiques. Le CAL a rédigé le texte de cette loi

modificative ainsi que le projet d'arrêté relatif à l'expérience scientifique de santé publique visant le contrôle et la réglementation de la consommation de certaines substances stupéfiantes et psychotropes, tel que prévue à l'article 11 de la loi susmentionnée.

Informations pratiques

Le documentaire *Drogues: questions ouvertes* est disponible en version VHS (12 €) et DVD (15 €). Pour les commandes, contactez le Centre Laïque de l'Audiovisuel au 02/627.68.40 ou clav@ulb.ac.be

Si vous souhaitez organiser une conférence-débat sur ce thème, contactez le Centre d'Action Laïque, Aline Franck, tél. 02/627.68.11 ou cal@ulb.ac.be

Maurizio Cattelan, *The ninth hour*, 1999. Courtesy Galerie E. Perrotin, Paris - *Now* - Musée d'art moderne de la Ville de Paris, Paris.

¹ Paul Löwenthal, *Pluralisme et État laïque*, Éditions Labor, Collection Quartier libre 2004, 95 pages.

Euthanasie: premières conclusions

Le 16 septembre dernier, la Commission fédérale de contrôle et d'évaluation a présenté son premier rapport d'évaluation de la loi relative à l'euthanasie¹. Voici les lignes forces de cette première radiographie de la pratique de l'euthanasie depuis la dépénalisation.

Le rapport portait sur l'examen des 259 déclarations reçues par la Commission depuis l'entrée en vigueur de la loi jusqu'au 31 décembre 2003². Il est cependant à noter qu'à la date anniversaire du 22 septembre 2004, le nombre d'euthanasies déclarées s'élevait à 495.

Cancers et affections neurologiques

La grande majorité des affections (82,5%) qui ont donné lieu à une euthanasie étaient des *cancers généralisés ou gravement mutilants* dont la plupart avaient subi de multiples traitements à visée curative et/ou palliative et dont le décès était prévisible dans les jours ou semaines à venir. Les affections neuromusculaires évolutives mortelles et, dans une moindre mesure, les séquelles neurologiques viennent en second lieu (12%). Les autres affections ont été rarement à l'origine d'une euthanasie. Une dizaine de cas d'affections engendrant de grandes souffrances mais dont le décès n'était prévisible qu'à une échéance lointaine ont obtenu une euthanasie, comme la loi le permet, après avis de deux consultants.

Des malades d'âge moyen

80% des euthanasies ont été pratiquées chez des patients âgés de 40 à 79 ans.

Près de la moitié au domicile des patients

On relève que 41% des euthanasies ont été pratiquées au domicile du malade par le médecin généraliste.

Elles n'ont été que rarement pratiquées dans les maisons de repos et de soins.

Souffrances physiques et psychiques

Chez la plupart des malades, plusieurs types de souffrances, tant physiques que psychiques, étaient présents simultanément. Les souffrances étaient toutes décrites comme constantes, insupportables et inapaisables. Parmi les souffrances physiques le plus souvent mentionnées, il faut noter la *suffocation, l'obstruction digestive avec vomissements, les douleurs*; quant aux souffrances psychiques, la *dépendance, la perte de dignité et le désespoir* sont les plus fréquentes.

Il est important de remarquer que la commission a considéré que si certains facteurs objectifs peuvent contribuer à estimer le caractère insupportable de la souffrance, celui-ci est en grande partie d'ordre subjectif et dépend de la personnalité du patient, des conceptions et des valeurs qui lui sont propres.

Une mort calme et rapide

Dans la très grande majorité des cas, le décès a été obtenu en induisant d'abord par injection une inconscience profonde, et en injectant ensuite un paralysant neuromusculaire qui provoque le décès par arrêt respiratoire. La commission note que, d'après les données disponibles de la littérature médicale, une telle manière d'agir est effectivement la plus adéquate pour remplir les conditions requises pour une euthanasie

correcte: *décès rapide et calme, sans souffrance ni effets secondaires.*

Beaucoup de déclarations mentionnent un décès rapide et calme ainsi que l'accompagnement par des proches pendant l'acte et des remerciements adressés au médecin.

Comme l'administration de fortes doses de morphine est fréquente dans les derniers moments de vie pour apaiser les souffrances, la commission relève que cette manière d'agir, lorsqu'elle a été utilisée, a donc été considérée par le médecin comme un traitement de la souffrance et non comme une euthanasie et n'a donc pas fait l'objet d'une déclaration, même si elle a pu accélérer le décès.

Le suicide médicalement assisté

Dans six euthanasies, l'inconscience a été obtenue par administration d'un barbiturique en potion que le malade a avalé lui-même. Quand c'est le malade lui-même qui ingère le produit, que cette ingestion soit suivie ou non d'une injection de paralysant neuromusculaire, il s'agit d'un acte qui peut être qualifié de *«suicide médicalement assisté»*. La commission a considéré que cette manière de procéder est autorisée par la loi *pour autant que les conditions et les procédures légales pour que l'euthanasie soit autorisée aient été respectées et que l'acte se soit déroulé sous la responsabilité du médecin présent et prêt à intervenir*: la loi n'impose pas, en effet, la manière dont l'euthanasie doit être pratiquée.

Plus de déclarations en néerlandais qu'en français

83% des déclarations ont été rédigées en néerlandais et 17% en français. Les médecins francophones sont-ils plus réticents à répondre favorablement à une demande d'euthanasie que leurs confrères flamands? Ou cette discordance est-elle due à une réticence des médecins francophones à remplir le formulaire de déclaration? Ou les deux facteurs s'additionnent-ils? La commission s'interroge mais sans pouvoir conclure.

Aucune déclaration ne comportait d'éléments faisant douter du respect des conditions de fond de la loi et aucun dossier n'a donc été transmis à la justice.

Marc Englert et
Jacqueline Herremans

Aux origines de la biologie moléculaire

À l'aube de sa trajectoire scientifique, Jean Brachet s'est vu offrir un choix entre deux sujets: les acides nucléiques ou... les rayons mitogènes. On peut se demander de combien de temps le développement explosif de la Biologie moléculaire eût été retardé s'il n'avait pas fait le bon choix! Il faut en effet se rappeler qu'au début des années trente, on pensait l'acide ribonucléique (ARN) caractéristique des végétaux et l'acide désoxyribonucléique (ADN, connu à l'époque, tout comme le précédent, sous un autre nom) caractéristique des animaux. Leur rôle était totalement inconnu.

C'est Jean Brachet qui a montré que les deux acides nucléiques sont présents dans les cellules de tout organisme: animaux, végétaux, bactéries. Il avait aussi constaté qu'il existait une corrélation sans équivoque entre la présence d'ARN en abondance et la synthèse des protéines. C'est l'origine de ce qu'on a appelé plus tard le «dogme» (terme qu'il réprouvait) central de la Biologie moléculaire: l'ADN du noyau contient l'information nécessaire à l'assemblage correct des acides aminés en protéines où il transmet cette information à la machinerie de synthèse protéique. Tous les développements ultérieurs de la Biologie moléculaire dérivent de cette notion. Expérimentateur-né, doué d'un esprit de synthèse hors du commun, Jean Brachet s'est révélé non seulement un grand chercheur mais aussi un chef d'école fécond qui a permis à ses disciples de s'épanouir. Ce livre de sa fille rassemble les hommages de nombre de ses collaborateurs. (d'après René Thomas) ■

Lise Brachet, *Le professeur Jean Brachet, mon père* (Éditions L'Harmattan).

À l'occasion de la sortie du livre, M. Jean-Pierre Changeux, professeur au Collège de France et à l'Institut Pasteur à Paris, donnera une conférence le 3 décembre 2004 à 17h30 à l'auditoire C-Bâtiment du Forum, ULB, Campus de la Plaine: *Le récepteur nicotinique de l'acétylcholine: de la biologie moléculaire à la conscience*. (ULB - 02/650.23.03).

Tycho Brahé, l'homme au nez d'or Le nez dans les étoiles

Voici un gros livre (487 pages) qui conte l'histoire romancée d'un des «virages» de l'histoire de la pensée humaine. L'homme au nez d'or, c'est Tycho Brahé, un Danois, d'une noble famille apparentée aux prestigieux Vasa. Une querelle d'étudiant, réglée par un duel, le prive de son appendice nasal alors qu'il a 19 ans et qu'il est passionné de mathématiques et d'astronomie. Selon certains auteurs (notamment Chatel, en 1989), c'est une dispute à propos des travaux du mathématicien Bombelli qui le mène au duel... Selon notre auteur, c'est Pythagore que son adversaire a insulté. Ne tranchons pas... sauf un nez! La version de Henriette Chardak est plus plausible dans la mesure où son récit, pour romancé qu'il soit, semble mieux reposer sur des citations et des lettres de Tycho Brahé, son héros.

C'est d'ailleurs un aspect dérangent de ce beau récit: il est difficile de faire la part du réel, de l'imaginaire, des extraits authentiques et des textes apocryphes. Pour un historien des sciences, voilà l'aspect irritant du développement instructif et agréable à lire d'une thèse que quelques chercheurs ont développée à propos de Tycho. À savoir que William Shakespeare, son contemporain, s'est inspiré de son personnage pour construire Hamlet. En effet, le drame shakespearien se déroule à Elseneur, à quelques kilomètres, à peine, de l'île de Hven dont Tycho a été le seigneur absolu et mégalomane. Chacun des chapitres du roman est précédé d'un extrait de Hamlet et je laisse au lecteur la surprise de découvrir les apparentements. Cette thèse est d'autant plus crédible que Shakespeare est un ami de Thomas Digges et de John Dee, philosophes et physiciens anglais éminents, dont on sait que le premier avait des relations épistolaires avec l'illustre astronome, véritable «prince de Danemark».

On a parfois trop vite oublié qu'il est le premier à avoir «cassé les sphères cristallines d'Aristote» qui enfermaient le monde, par ses observations de l'étoile nouvelle de 1572 et

de la comète de 1577. Or, en Angleterre, c'est précisément Digges qui défend cette thèse, et c'est chez Digges que Giordano Bruno, au cours de ses pérégrinations, trouve l'inspiration de «l'infinitude de l'univers», une des idées qui le mèneront au bûcher inquisitorial en 1600.

Tycho Brahé, à l'égal de Galilée, fondateur de la science expérimentale, crée les méthodes de l'observation scientifique. Obsédé par le besoin de précision dans ses mesures de position des astres, Tycho fait bâtir à Hven un somptueux château (Unrønnenborg) et une station voisine encore plus performante, Støllaborg. Il les équipe des meilleurs instruments construits par les plus illustres facteurs. C'est le premier observatoire astronomique de l'Occident par la chronologie et par la qualité. Pendant vingt-deux ans, prothèse en argent doré remplaçant son nez, il observe, enseigne et imprime ses œuvres. En disgrâce, il s'exile à Prague en 1599. C'est là que le rejoint Johannes Képler, calculateur habile et génial, qui hérite de ses observations et rédige les *Tables rudolphines* qui feront autorité jusqu'à Newton. Il déduit des minutieuses mesures de son maître les trois lois qui régissent le mouvement des astres dans l'espace. C'est grâce à elles que les sondes spatiales, telle Cassini-Huygens, peuvent slalomer entre les anneaux et les satellites de Saturne!

Voilà un roman historique qui nous révèle une vie passionnante et torturée tout en déroulant assez fidèlement, on l'espère, le film de l'évolution de la pensée scientifique au moment où la vision du monde change radicalement. Il restitue à Tycho (1546-1601) son rôle essentiel, par trop négligé, entre Copernic (1473-1543) et Képler (1571-1630).

Un bon équilibre entre réel et imaginaire nous évite la sécheresse d'un discours unilatéralement historique. J'engage vivement les enseignants des sciences à s'abreuver à cette source. ■

André Koeckelenbergh

Henriette Chardak, *Tycho Brahé, l'homme au nez d'or*, coll. «Les rêveurs du ciel», Presses de la Renaissance, Paris, 2004, 24,68 €.

¹ Voir aussi *Espace de Libertés* n°324/octobre 2004.

² Le rapport peut être consulté à l'adresse www.health.gov.be/agp/fr/euthanasie

George Sand anticléricale

On se doute bien qu'une femme aussi non-conformiste que George Sand ne pouvait être du côté de l'Église, qui lui rendait bien son hostilité puisque l'ensemble de son œuvre est mis à l'Index en 1863.

Les Éditions Lansman éditent pour la première fois une pièce de théâtre de George Sand, *Mademoiselle La Quintinie**, qui dénonce sans concession l'abus de l'Église et des dévots qui briment la liberté personnelle des fidèles.

En fait, George Sand avait publié en 1863 un roman de même titre. La pièce devait être jouée à Paris en 1872

L'Église doit payer (suite)

Comme je le laissais entendre dans mon article *L'Église doit payer*¹, l'évêque de Tucson (Arizona) a placé son diocèse sous la protection du «chapitre 11», nous apprend un article paru dans *Le Monde*².

Cet article nous donne sur le diocèse de Boston quelques indications complémentaires. Elles portent d'abord sur le caractère public du scandale aux États-Unis. L'affaire des prêtres pédophiles de Boston date de 2002. En quatre mois, le grand journal de Boston, le *Boston Globe*, n'y a pas consacré moins de deux cent cinquante articles! L'archevêque de l'époque, cardinal Bernard Law de son état, y avait perdu son poste.

Son successeur a dédommagé 95 % des victimes pour 90 millions de dollars. Pour les payer, il a vendu sa résidence à l'université jésuite du crû pour 100 millions de dollars. Ce sont les anciens élèves qui y vont de leur poche mais il ne s'agit pas totalement de subterfuge: après avoir fermé une soixantaine de paroisses, l'archevêque a effectivement quitté sa résidence pour aller vivre avec les prêtres de la paroisse de la cathédrale de la Sainte-Croix. *Sic transit...* ■

P. D.

¹ *Espace de Libertés* n°323 (septembre 2004), p. 30.
² Article d'Henri Tincq, *Le Monde* du 24 septembre 2004.

mais le spectacle a été rapidement annulé. Elle ne sera donnée qu'une seule fois en public le 9 novembre 1888 au Théâtre Molière à Bruxelles et tout de suite retirée de l'affiche.

L'édition a été réalisée sur base du manuscrit conservé à la Bibliothèque de l'Institut de France.

L'intrigue peut se résumer ainsi. Mademoiselle La Quintinie est une jeune fille élevée dans la religion. Son grand-père maternel est anticléric ainsi que son père, encore que celui-ci, devenu général, préfère être discret là-dessus par pur carriérisme. Le général est affligé d'une femme devenue dévote et retirée au couvent. Mademoiselle La Quintinie est amoureuse d'un homme parfait, Émile Lemontier, mais dont le père a publié des ouvrages non-conformistes –en fait simplement spiritualistes– et mis à l'Index.

Intervient dans le projet de mariage un tartufe –Moréali– qui veut l'empêcher à toute force, même au prix d'une retraite de la jeune fille au couvent, à l'instar de sa mère, et ce au nom de l'incompatibilité entre la foi et les idées du jeune homme.

L'affaire se termine par un *happy end*. Le général La Quintinie découvre que le tartufe n'est autre que celui qui avait inspiré à sa femme son départ au couvent parce qu'il avait suscité chez elle un sentiment amoureux et que, de surcroît, Moréali voulait empêcher le mariage de Mademoiselle La Quintinie parce qu'il l'aimait.

Le scénario est sans nuance et nous paraît relever d'un monde heureusement dépassé.

Il illustre, pour ceux qui l'auraient oublié, ce qu'a été l'intransigeance de l'Église quand elle était la plus forte et les malheurs personnels qu'elle a créés. On me dira que c'est de toutes les époques et pour des raisons variables. Après tout, Roméo et Juliette étaient tous deux catholiques. Raison de plus, selon moi, pour ne pas ajouter un problème de plus.

La nature des reproches adressés par George Sand au catholicisme de son époque transparait clairement dans les propos qu'elle met dans la bouche de Madame La Quintinie, qui a fini par comprendre, en s'adressant à Moréali.

«Vous avez fait de moi un être misérable, absorbé dans la contemplation de lui-même, oublieux de tous ses devoirs, n'ayant plus d'énergie au service des autres... une ombre vaine... voilà ce qu'ont fait de moi vos prédications farouches, votre vieille notion d'un Dieu jaloux et vengeur!... L'amour divin n'est pas celui que vous m'aviez enseigné. Il ne glace pas le cœur... il n'enflamme pas l'imagination aux dépens de la vraie tendresse».

Dans un contexte différent, vis-à-vis de mouvements catholiques ou autres, la leçon peut encore valoir. ■

Patrice Dartevelle

Plumes pour la démocratie

À l'heure où nous nous rendons compte que la démocratie peut être fragile, vingt-cinq auteurs belges ont répondu à l'appel d'Hervé Broquet, directeur du CREP (Centre de recherche et d'études politiques) pour nous livrer des textes qui, à travers des histoires, des récits, chacun à leur manière, parcourent la vie, parlent de l'homme et des formes que peut prendre l'engagement.

Le résultat est un livre utile et agréable à lire, une invitation à la réflexion et à l'engagement dans l'espace citoyen.

Les bénéfices de la vente de ce livre seront versés à la Coordination des organisations pour les droits de l'enfant, une façon de contribuer au renforcement de notre démocratie.

Hervé Broquet, *Démocratie, j'écris ton nom*, 25 auteurs belges mobilisent leur plume. éd. Couleur livres, 2004, 10 €. ■

Bozar

Karel Appel, le voyageur égaré

Karel Appel, *Geel naakt*, 2000, coll. Stedelijk Museum, Amsterdam

Mais qui est Karel Appel? Un peintre hollandais, certes, un peintre des Pays d'En-Haut qui se partage aujourd'hui, âgé de 83 ans, entre Amsterdam, Paris et New York. Avant *Cobra*, qui le rendit célèbre, il joua au préalable dans un groupe avant-gardiste baptisé *Reflex* qu'il avait fondé avec ses éternels complices, Corneille et Constant. En 1948, un jour pluvieux de novembre, il signe à Paris, l'acte fondateur du mouvement *Cobra*. On y trouve deux Belges, trois Hollandais et un Danois, tous gens du Nord fuyant la suffisance et la possible mainmise des gens du Sud. On connaît la suite de l'histoire qui s'arrêtera trois ans plus tard mais donc l'impact artistique se fera sentir jusqu'à nos jours parce que *Cobra* était un art libre, un grand cri coloré et un exaltant laboratoire expérimental où le poète peignait et le peintre rimait.

Depuis quelques années, force est de constater que c'est le commissaire d'exposition qui se taille la part du lion, démiurge tout-puissant, il choisit ses élus, rejette les damnés, privilégie certains lieux et ignore les autres. Rudi Fuchs, ex-conservateur du Stedelijk Museum d'Amsterdam, confirme la règle en déroulant autour de son ami Appel un fil conducteur ténu axé sur la lecture des *Maîtres d'autrefois* écrit par Eugène Fromentin en 1876, nous entraînant à sa suite dans un périple subjectif où s'entrechoquent les siècles, les courants picturaux et les œuvres contrastées d'artistes aussi hétéroclites que James Ensor, Piet Mondriaan, Frans Snijders, Pierre Alechinsky ou Panamarenko.

Parler des Pays-Bas, c'est immanquablement évoquer la mer du Nord et ses perpétuelles sautes d'humeur cli-

matiques, ses cieux aussi bleus que ses eaux sont boueuses, ses vagues aux crêtes neigeuses et ses nuages en crème fouettée. Mais peut-on parler des Pays-Bas sans

évoquer l'époque lointaine où il ne formait qu'un seul et même État, bientôt brouillés pour des raisons de religions, entre ses catholiques inquiéteurs au Sud et ses réformés ténébreux au Nord. Surgira alors le monde de la contre-réforme avec, pour étendards, son Baroque anversoïse et sa peinture militante, dégoûtante de couleurs outrées; un art emmené de main de maître par Rubens et Van Dijck auxquels l'Histoire opposera souvent, et de manière un peu simpliste, les rigueurs ascétiques monochromes de l'école hollandaise.

L'art de Karel Appel navigue tant bien que mal parmi ses grands ancêtres et ses contemporains, ajoutant ici et là, au gré des salles, force tintamarre à un chahut déjà on ne peut plus bruyant dans ses outrances expressionnistes.

Mais il est des confrontations dont on ne sort pas toujours vainqueur, surtout lorsque l'on quitte les années

quarante et cinquante, les deux meilleures décennies de l'artiste. Alors que penser de la dernière voie empruntée par le peintre? Cet ancien récupérateur d'épaves urbaines fait aujourd'hui une téméraire incursion dans l'assemblage néo-ethnique, où se côtoient fétiches de bazar, buffles naturalisés et seaux de tulipes. Rauschenberg et Tinguely avaient, nous semble-t-il, répondu avec plus de pertinence et plus d'impact à ce questionnement.

Certes, nous rappelle Rudi Fuchs, l'Histoire commence aujourd'hui, mais suffit-il de balayer cinq siècles de peintures hollando-flamandes avec plus de 270 œuvres pour nous convaincre que l'art ne s'exprimerait qu'en néerlandais?

Le commissaire de cette exposition semble avoir oublié qu'un voyage initié sans quête profonde peut se révéler stérile, simple alignement esthétique d'œuvres aux qualités intrinsèques inégales qui ne serviraient, *in fine*, qu'à mettre en valeur le propos d'un seul. ■

Ben Durant

«Appel a reconnu son monde dans la torsion de l'olivier».

Willem Sandberg

Karel Appel ou le voyage de Rudi Fuchs au cœur de l'art du Pays d'En-Bas, Bozar – jusqu'au 16 janvier 2005. Palais des Beaux-Arts, rue Ravenstein 23, 1000 Bruxelles. Infos: 02/507.84.44.

Karel Appel, *Stierige kat*, 1951, Museum Boijmans Van Beuningen, Rotterdam.

Lira bien qui lira le dernier de Hubert Nyssen

Les mains dans la farine

Deux écrivains de renom que j'ai longuement fréquentés m'ont entretenu de la critique à plusieurs reprises, voici des années. L'un, Albert Cohen, n'en faisait pas et se gardait d'en faire. «*Les critiques? Ce sont les poux du génie*», m'avait-il dit un jour, à propos de «l'année Beethoven», celle du bicentenaire, au cours de laquelle d'incessants concerts, récitals et intégrales, qu'il écoutait à la radio, étaient, pour son grand déplaisir, commentés d'abondance. Vers la fin de sa vie, porté par le succès que lui avait valu la reconnaissance tardive de son œuvre et hanté par sa fin prochaine, Cohen avait ouvert aux journalistes les portes qu'il leur avait longtemps fermées au nez. C'est dans cette dernière période qu'il avait proféré à l'endroit de Marguerite Yourcenar la désastreuse raillerie que je vous ai rapportée. Je compris ainsi que l'on peut être un bon écrivain et faire un détestable critique.

L'autre, Max-Pol Fouchet, était l'un des critiques les plus écoutés de son temps. Ses articles dans la presse, ses interventions à la radio et à la télévision, notamment dans l'émission «Lectures pour tous», lui avaient acquis une très solide réputation, et aujourd'hui encore on ne prononce pas son nom sans susciter le respect. Des commentaires qu'il me faisait alors, j'ai retenu deux universaux. «*D'abord, me disait-il, la critique est une aventure dans l'aventure du livre*». Il manifestait par là que l'on ne pouvait, sans avoir un tempérament de créateur, comprendre et commenter la création des autres, assertion reprise dans *Les appels*¹: «*On ne découvre pas, on est découvert par ce que l'on croit découvrir*».

La seconde leçon apprise de lui, c'est que pour se risquer à commenter un livre, à en faire connaître le sens et à proclamer sa valeur, il fallait l'avoir lu trois fois, la première pour en prendre connaissance, la deuxième pour l'analyser sans être distrait par la

découverte d'un sujet désormais connu, et la troisième pour confronter l'œuvre revisitée aux commentaires que l'on s'appropriait à en faire. Or, figurez-vous, mademoiselle Esperluette, que dans un roman, *Les rois borgnes*², je mis jadis en scène un personnage, Claude Galien, qui s'inspirait de Fouchet et lisait trois fois les livres avant d'en parler à la télévision. Plusieurs critiques ont aussitôt réagi avec vivacité. Lire trois fois chaque livre? Mais où iraient-ils, eux, à ce train? Ils me taxèrent d'hyperbolisme, comme si je les avais accusés implicitement de mal lire en ne lisant qu'une fois.

Je me suis souvent demandé pourquoi tant de critiques choisissaient de nous entretenir des livres comme s'ils faisaient de l'équitation démonstrative, comme s'il s'agissait pour eux d'afficher leur maîtrise, comme si le livre était une monture qui leur permit de manifester leur aptitude à la reprise et leur habileté au dressage. Sans doute la mélancolie et l'incomplétude que certains, parmi eux, ressentent pour n'avoir pas eu de destin littéraire personnel peuvent-elles donner à ce comportement un début d'explication. Mais, dieu merci, ils ne sont pas tous de la même étoffe, et parfois on se prend à penser qu'un éditeur eût été mieux avisé de publier le critique plutôt que l'auteur.

Je me souviens tout à coup d'une dame qui écrivait à son amant qu'elle eût aimé qu'il l'embrassât «pendant

qu'elle avait les mains dans la farine». C'est là que, pour ma part, je reconnais les critiques qui me bottent, ceux par qui les livres sont réellement portés: ce sont ceux que j'ai l'impression, quand je les lis, de ne surprendre, ni dans leurs tours de manège ni dans la quête de leur propre célébration, mais «des mains dans la farine».

Or, s'il arrive que des critiques, dans la nostalgie de n'être pas des auteurs à part entière, se servent des livres pour faire reluire leur ego, s'ils utilisent leurs rubriques pour parler d'eux-mêmes et pour se créer une clientèle, les écrivains, eux, qui ne sont pas toujours les anges de la modestie que des Samuel Beckett ou des Julien Gracq ont si discrètement incarnés, ne sont pas non plus en reste quand on les invite à porter jugement sur eux-mêmes.

Jérôme Garcin en a fait la démonstration en proposant à 350 d'entre eux d'écrire leur propre nécrologie qu'il a rassemblées dans une sorte de dictionnaire³. La place était mesurée, mais combien d'invités, sans en tenir compte, ont pondu sur leur précieuse personne une célébration parfois impudique, certes avec le talent d'écriture qui est le leur, mais souvent sur un ton qu'ils auraient brocardé (et sans doute l'ont-ils fait) s'ils l'avaient trouvé dans un article consacré à l'un de leurs confrères.

Le paradoxe est que l'un des écrivains les plus connus, un –ou plutôt une qui a été consacrée par les plus gros tirages et les meilleures ventes–, Françoise Sagan, a écrit en 1988, pour ce dictionnaire, la plus brève et la plus malicieuse des contributions. On peut lire, en effet, dans cette notule: «*Sa disparition, après une vie et une œuvre également agréables et bâclées, ne fut un scandale que pour elle-même*». Je ne vois guère que Flaubert qui, mandé, aurait fait plus court avec le fameux «Il voyagea» de son *Éducation sentimentale*. ■

* Éditions Labor/Espace de Libertés. Pour toute commande voir page 36.

¹ Max-Pol Fouchet, *Les appels*, Mercure de France, 1967.

² Hubert Nyssen, *Les rois borgnes*, Grasset, 1985.

³ *Dictionnaire des écrivains contemporains de langue française par eux-mêmes*, Mille et une nuits/Fayard, 2004.